



Dossier “Histoire de la Pensée Économique”

Rodolphe Dos Santos Ferreira & Ragip Ege

DT-Hors-série n°21 : "Les Sciences Économiques entre l'Histoire et les Mathématiques : l'Épisode Wilhelmien"

Rodolphe Dos Santos Ferreira

DT-Hors-série n°22 : "History of Economic Analysis as Analysis of Historic Economics"

Ragip Ege

DT-Hors-série n°23 : "History of Economic Thought as Text Analysis. Some Methodological Considerations"

Novembre 2022

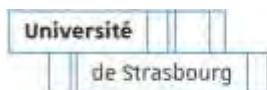
Notice introductive : **Rémy Guichardaz**

BETA
Bureau d'économie
théorique et appliquée

Site : <https://beta-economics.fr>

 [@beta_economics](https://twitter.com/beta_economics)

Contact :
jaoulgrammare@beta-cnrs.unistra.fr



Hors-série « 50 ans du BETA »
Dossier “Histoire de la Pensée Économique”
Notice introductive

L’histoire de la pensée économique est intimement liée à celle de du BETA, et plus largement à l’enseignement des sciences économiques au sein de l’université de Strasbourg. C’est à Paul Chamley, historien de la pensée économique, que l’on doit l’émancipation des sciences économiques de la Faculté de droit en les intégrant à l’université Louis Pasteur, dans laquelle dominaient les sciences naturelles. Ce choix témoigne à lui seul de l’originalité de l’approche de l’histoire de la pensée économique de Paul Chamley, centrée sur la cohérence interne des textes plutôt que sur leur contexte historique ou idéologique.

Les trois articles de ce dossier spécial constituent une illustration remarquable de cette pratique analytique de l’histoire de la pensée économique ouverte par Paul Chamley. La remarque de Ragip Ege dans son article publié dans la revue *History of Economic Ideas* (2012) est à ce titre particulièrement éclairante : si, dans l’expression « histoire de la pensée », le terme « histoire » semble immanquablement renvoyer à une histoire des idées, c’est pourtant le terme « pensée » qui est au cœur de la pratique strasbourgeoise. L’article de Rodolphe Dos Santos (2012) détaille cette perspective « rétrospective » en la démarquant de l’approche « contextuelle » de Margaret Schabas, souhaitant ramener l’histoire de la pensée économique dans le giron de l’histoire des sciences en général. Si l’historien des sciences est tout à fait légitime à se donner pour objet d’étude la science économique et son évolution en tant que discipline, l’historien de la pensée économique fait sans doute œuvre plus utile en restant ancré dans l’analyse économique.

Certes, les taxinomies et autres classifications d’auteurs en différentes « écoles » ou « traditions » dans l’histoire des idées ont l’avantage d’être commodées à manipuler, mais ce faisant, elles occultent l’essentiel de l’intérêt scientifique des textes, à savoir leur contenu argumentatif. La pratique strasbourgeoise de l’histoire de la pensée économique peut ainsi s’envisager comme la continuité de la recherche en analyse économique par d’autres moyens, moyens dont l’originalité tient précisément à l’utilisation de concepts et raisonnements issus de textes des auteurs qui nous ont précédés. Après tout, division du travail scientifique oblige, un historien des sciences, de part les méthodes, outils et concepts propres à son champ, saura toujours mieux raisonner en authentique historien qu’un économiste de formation.

D’aucun pourrait cependant considérer qu’une telle méthode d’investigation en science économique est, au mieux, une survivance institutionnelle vouée à une disparation prochaine, au pire, la preuve d’une certaine immaturité de cette science sur le plan méthodologique. Pourtant, force est de constater que la recherche en histoire de la pensée continue, que son enseignement en France et Europe persiste voire s’étend (en Amérique Latine, au Japon etc.) et que de jeunes chercheurs trouvent dans cette approche une façon tout à fait valable de « faire de l’économie ». D’où vient ce sentiment « irrépressible », pour reprendre le mot de Mark Blaug, qu’un bon nombre d’entre nous – y compris les non-historiens de la pensée – ressent pour cette approche et qui fait que « si son étude était déclarée illégale, il y a peu de doute qu’elle se poursuivrait dans les sous-sols, derrière des portes verrouillées » (Blaug, 1990, p. 36) ?

La réponse tient sans doute au fait que l’histoire de la pensée économique, en tant que méthode d’investigation au service de l’analyse, constitue un dispositif heuristique

redoutablement efficace sur le plan « pédagogique » et étonnamment fécond sur le plan théorique. Une première illustration de cette heuristique est donnée par l'article de Rodolphe Dos Santos Ferreira (2012). A travers la démarche « rétrospective », l'auteur montre comment l'histoire de la pensée économique nous permet de mieux évaluer et apprécier les contributions scientifiques du passé à l'aune de nos connaissances contemporaines. Par exemple, le modèle spatial d'Hotteling (1929) n'est qu'un cas particulier d'un modèle plus général démontré quarante ans plus tôt par Launhardt (1885) et dont les écrits sont restés longtemps méconnus (Dos Santos Ferreira, 1998). L'approche rétrospective revêt ici une portée « pédagogique » indéniable : en dévoilant comment les concepts de la discipline sont le fruit d'un long travail de corrections et affinements successifs, elle évite ainsi l'écueil de présenter l'état actuel de la connaissance sous la fausse marque de la simplicité et de l'évidence aux futures générations de chercheurs.

On pourrait néanmoins faire remarquer que l'apport scientifique d'une telle lecture rétrospective des textes est voué à rester très circonscrit : on ne saurait en effet découvrir autre chose que ce que le savoir contemporain connaît déjà ! C'est cependant ignorer que l'heuristique déployée par l'histoire de la pensée économique n'est pas seulement rétrospective mais également, voire surtout, créatrice. En explorant les textes du passé, l'historien de la pensée réactive des concepts, raisonnements et problématiques lui permettant d'élaborer un savoir économique nouveau qu'il n'aurait pas été possible d'exprimer par les méthodes « traditionnelles » de l'économiste, plus strictement ancrées dans la contemporanéité de la discipline. C'est cette dimension créatrice de l'histoire de la pensée que Schumpeter souligne d'emblée dans son introduction à *l'Histoire de l'Analyse Economique* en écrivant que « L'économiste qui étudie l'histoire de sa science a beaucoup plus de chances d'y trouver des propositions stimulantes et des leçons utiles, mais déconcertantes, que le physicien généralement assuré qu'aucun apport notable de ses prédécesseurs n'a été perdu » (1954, p. 29-30).

La contribution de l'histoire de la pensée économique à l'analyse économique peut ainsi se résumer comme cette capacité si surprenante qu'ont les textes plus anciens à réactiver des éléments et concepts théoriques pouvant compléter utilement la connaissance contemporaine voire à faire surgir de nouveaux questionnements et problématiques de recherche. Là encore, l'article de Rodolphe Dos Santos (2012) illustre le dialogue fructueux qui peut exister entre l'économiste contemporain et ses prédécesseurs : sans une lecture attentive de Launhardt (1885), Rodolphe Dos Santos n'aurait pas pu « voir » que l'introduction de technologies de transports hétérogènes pour différents biens dans le cadre d'un duopole spatial permettait de modéliser de manière simple les deux principes de différenciation de produits (horizontale et verticale) (Dos Santos & Thisse, 1996). Une possibilité qu'Hotteling et ses successeurs n'avaient eux-mêmes pas explorée jusqu'alors.

Quelles auraient été les contributions théoriques de grands auteurs comme Keynes ou Sraffa si l'un et l'autre n'avaient pas pris la peine de ce détour par les auteurs plus anciens, respectivement Malthus pour l'un et Ricardo pour l'autre ? On pourrait démultiplier à l'envi les exemples de la sorte et constater alors aisément que, loin d'être réservée aux seuls spécialistes du champ, l'histoire de la pensée économique est constamment sollicitée par les économistes, y compris contemporains – quoiqu'à des degrés divers – pour avancer dans la connaissance : qu'il s'agisse de l'interprétation néo-schumpétérienne de la croissance par Philippe Aghion, de la vision smithienne de la nature humaine des travaux expérimentaux de

Vernon Smith ou encore de la conception de la propriété comme faisceaux de droits de John Commons reprise par Elinor Ostrom, tous ont choisi d'opérer ce détour fructueux afin de répondre à leur propre problématique de recherche. Les auteurs du passé deviennent ainsi des contemporains, en ce sens que leurs raisonnements et concepts, aussi datés soient-ils sur le plan chronologique, s'actualisent dans une démarche au service de l'analyse économique présente.

Ces exemples démontrent également un certain pluralisme méthodologique sein de la discipline dont il convient de souligner l'importance et l'actualité pour le BETA : modélisation mathématique, économétrie, méthode d'enquêtes quantitatives et qualitatives, modélisation à base d'agents, cliométrie, mais également hybridation des méthodes et approches – par exemple entre histoire de la pensée et économie expérimentale. L'éclectisme du BETA illustre ainsi parfaitement l'accent « feyerabendien » de l'article de Ragip Ege (2012) : on ne saurait déterminer de façon *a priori* une règle méthodologique transcendante qui vaudrait indépendamment de la problématique que le chercheur se donne de résoudre. Ainsi, plus qu'un consensus sur les méthodes à employer, c'est d'abord le recours rigoureux et cohérent aux concepts qui caractérise l'activité scientifique (Ege, 2012).

Est-ce à dire que le critère ultime de la scientificité d'une construction théorique se résume à seule cohérence interne, sans qu'à aucun moment celle-ci ne soit éprouvée par le réel ? Là encore, le texte de Ragip Ege offre une réponse qui ne souffre d'aucune ambiguïté : l'effort de théorisation est en même temps un renoncement, celui de pouvoir représenter le réel dans toute son épaisseur. Le discours théorique n'est en effet qu'une médiation « idéelle » d'un réel nécessairement fragmenté et parcellaire (Ege, 2012). Ce n'est qu'à ce prix que le discours théorique peut s'ériger comme un discours scientifique puisque, dans ce mouvement de renoncement, la théorie révèle ses conditions de validité, c'est-à-dire ses hypothèses, et devient ainsi « falsifiable » par le recours aux données.

C'est précisément sur ce point fondamental sur le plan méthodologique sur lequel revient le dernier article de ce dossier en prenant pour étude de cas la « période wilhelmienne » de l'Université de Strasbourg. L'Ecole historique allemande règne alors en maître sur les sciences économiques à Strasbourg. Gustave Schmoller, figure de proue de l'école historique, oppose alors à la méthode abstraite des économistes anglais sa méthode contextuelle. Comme le montrent les auteurs de l'article, cette opposition tient au refus de l'Ecole historique de renoncer à une connaissance « totalisante » du monde social. Or, refuser de découper, isoler et épurer le réel de toute son infinie épaisseur c'est en fait renoncer à toute explication. En procédant à l'accumulation impressionnante de matériaux historiques et statistiques, l'Ecole historique s'est épuisée dans une quête inatteignable vers l'exhaustivité, inhibant ainsi tout effort théorique majeur.

Le constat dressé par Ragip Ege et Rodolphe Dos Santos (1989) de l'approche de l'Ecole historique allemande ne signifie pas que le point de vue historique au sein de la science économique ne peut pas utilement compléter l'approche analytique et mathématique. Dans le prolongement de ce qui vient d'être dit, l'histoire peut aider la théorie à se perfectionner. En tant que science de la production, répartition et échange des biens, l'économie présente une logique interne propre. Cette autonomie n'est cependant que relative puisque l'économie, à l'instar des autres sciences, procède d'un découpage simplificateur du réel. Aussi est-il nécessaire de revenir au matériel historique pour mieux apprécier la pertinence de la théorie

et, au besoin, d'en caractériser « l'historicité » pour identifier avec une précision nouvelle ses conditions de possibilité. Ici l'historien de la pensée n'est plus très loin du cliométricien voire de l'historien économique.

En outre, et de façon sans doute plus incidente, la démarche historique mise au service de l'analyse permet au chercheur de gagner en « réflexivité » en l'interrogeant plus en amont sur sa pratique mais aussi sur le rôle et les frontières de sa discipline. Un recul d'autant plus précieux au fur et à mesure que la division scientifique du travail nous pousse sans cesse à circonscrire nos objets et domaines de recherche. Aussi, on ne saurait trop recommander à l'économiste de se garder du « narcissisme du présent » (Ege, 2012, p. 45) en s'efforçant, à quelque occasion, de faire ce pas de côté par la lecture des écrits qui nous précèdent. Sans doute n'y trouvera-t-il rien de très « opérant » pour son travail immédiat, mais, comme par percolation, il se pourrait bien que surgisse de ce détour une idée féconde ou une question inédite à explorer. Après tout, les voies de la recherche sont bien plus impénétrables que nous aimerions l'admettre.

Pour conclure, notons que la démarche d'historien de la pensée, pris dans un sens très général, n'a rien d'exclusive à la science économique. En effet, à rebours de ce que semble suggérer Schumpeter, même les sciences les plus « dures » comme la physique n'échappent pas à ce besoin irrépressible d'un retour aux sources. En témoignent les travaux d'éminents physiciens comme Carlo Rovelli (2015) qui puise dans la physique aristotélicienne, vieille pourtant de plus de deux mille ans, des inspirations utiles et stimulantes pour sa propre recherche. C'est cependant l'honneur de la science économique que d'avoir su institutionnaliser une telle méthode d'investigation en un champ du savoir à part entière. Puisse-t-elle encore perdurer longtemps au BETA et ailleurs !

Rémy Guichardaz, novembre 2022.

Blaug M. (1985), *Economic Theory in Retrospect* (4^e éd.), Cambridge, Cambridge University Press.

Dos Santos Ferreira R., Thisse J.-F. (1996), Horizontal and Vertical Differentiation: The Launhardt Model. *International Journal of Industrial Organisation*, 485-506.

Dos Santos Ferreira, R. (2012), History of Economic Analysis as Analysis of Historic Economics. *History of Economic Ideas*, 20(3) : 25-35.

Dos Santos Ferreira, R., Ragip E. (1989), Les sciences économiques entre l'histoire et les mathématiques : l'épisode wilhelmien. In Henri Duranton et Hervé Barreau (eds), *Les Sciences en Alsace. 1538-1988*. Strasbourg : Oberlin, 303-330.

Ege, R. (2012), History of Economic Analysis as Text Analysis: Some Methodological Considerations. *History of Economic Ideas*, 20(3) : 37-50.

Launhardt W., (1885), *Mathematische Begründung der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Teubner.

Rovelli, C. (2015), *Par-delà le visible: la réalité du monde physique et la gravité quantique*. Odile Jacob.

LES SCIENCES ECONOMIQUES ENTRE L'HISTOIRE ET LES MATHÉMATIQUES : L'ÉPISODE WILHELMIEN

Rodolphe Dos Santos Ferreira et Ragip Ege *

In LES SCIENCES EN ALSACE 1538-1988
ouvrage coordonné par H. Duranton
Oberlin, Strasbourg, 1989

Science de l'homme, l'économie politique a cependant été placée, davantage que ses congénères et dès son émergence comme discipline autonome, sous la fascination des sciences de la nature. Poursuivant dans sa branche théorique l'idéal de l'axiomatisation voire du formalisme mathématique, beaucoup plus tôt et bien plus hardiment que les autres sciences sociales, elle a parfois tendu à oublier le caractère fortement daté, enraciné dans l'histoire, de son objet. Cet oubli

fut le motif, sinon le prétexte, de relations souvent conflictuelles, stimulantes quelquefois, entre les points de vue mathématique et historique qui ont informé la science économique. Ainsi se joua et se joue encore un drame récurrent auquel l'Université de Strasbourg a fourni une scène dans sa période wilhelmienne. L'éclat de cet épisode, important quoique méconnu, estompe aux yeux de l'historien de la pensée économique les contours des autres époques du passé strasbourgeois.

* Rodolphe Dos Santos Ferreira, Professeur de Sciences Économiques à l'Université Louis Pasteur
Ragip Ege, Maître de Conférences de Sciences Économiques à l'Université Louis Pasteur.

PROLOGUE

L'histoire de l'enseignement et de la recherche économiques à l'Université de Strasbourg ne peut être étudiée indépendamment du contexte très particulier d'institutionnalisation de cette discipline en France. L'institutionnalisation, c'est-à-dire l'enracinement dans le système national d'éducation et de recherche, signifie la reconnaissance sociale de l'unité interne, de la légitimité théorique, de la valeur formatrice et de l'intérêt public d'un ensemble éclaté d'interrogations et d'analyses, menées par des esprits isolés, aux motivations différentes. L'économie politique a offert, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, un tel spectacle éclaté ; ce qui n'est en rien surprenant puisque l'objet même de cette discipline, l'ensemble des comportements et mécanismes régissant la production, la répartition et l'échange des biens, n'a amorcé son émergence comme instance spécifique dans l'histoire qu'à partir du XVII^e siècle, en Occident, pour acquérir au siècle suivant une autonomie relative par rapport aux autres niveaux de l'existence sociale. Comparée à l'Angleterre et, en un certain sens, à l'Allemagne, la France témoigne toutefois d'un singulier retard dans ce processus de reconnaissance sociale de l'économie politique comme discipline autonome. Ce n'est que dans les années 1815 - mais, pour être plus précis, il faudrait parler de 1818-1819 (1) -, et dans le cadre d'un Lycée privé, l'Athénée, que sera institué un enseignement de l'économie politique dont sera chargé le représentant et le

diffuseur de l'Ecole classique anglaise sur le continent, Jean-Baptiste Say. Sur le plan de l'enseignement universitaire, malgré certaines tentatives extrêmement hésitantes qui remontent jusqu'en 1819 (2), il faut attendre 1864, et même 1871, pour qu'une chaire d'économie politique soit durablement instituée dans la Faculté de droit de Paris. Cette remarque fait signe, implicitement, à une autre caractéristique du processus national d'institutionnalisation de l'économie politique en France, caractéristique dont le rappel est nécessaire pour une juste appréciation de l'évolution des sciences économiques à l'Université de Strasbourg : ce processus s'est effectué à deux niveaux, par deux voies différentes : la voie des grandes écoles et celle de l'université. Alors que l'enseignement de l'économie politique dans les grandes écoles s'inscrivait dans la tradition analytique de l'Ecole classique anglaise (3) - évidemment sous l'influence déterminante de J.-B. Say -, au sein des universités le même enseignement s'inspirait essentiellement du modèle allemand des sciences camérales et de l'Ecole historique.

Comme nous le verrons plus loin, la pensée allemande en matière d'économie politique s'est toujours caractérisée par son "organicisme" - la vision "holiste" du fait social - et par son attachement à la méthode inductive et descriptive ; ainsi, les auteurs de l'Ecole historique se montrent-ils particulièrement méfiants voire hostiles à l'égard de la méthode hypothético-déductive des économistes manchestériens. Il convient de souligner que sur le plan de l'évolution de l'économie politique en Allemagne même, Strasbourg occupe une place privilégiée puisque durant la période 1872-1882 la Faculté de droit et des sciences politiques (*Juristische und Staatswissen-*

schaffliche Fakultät) de l'Université allemande devient le siège de la Jeune Ecole Historique, du fait, essentiellement, de la présence de Gustav Schmoller dans cette ville. Même après le départ de Schmoller, en 1882, la tradition historique se poursuit puisque Lujo Brentano y enseigne jusqu'en 1888, et surtout Georg Friedrich Knapp y accomplit la quasi-totalité de sa carrière universitaire, jusqu'en 1918.

Après la première guerre mondiale, avec le rattachement de l'Alsace à la France, cette tradition s'arrête naturellement ; il n'y a plus de référence méthodologique à l'Ecole Historique Allemande dans l'enseignement et la recherche menés à partir de 1919 au sein de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques (4) de l'Université française. Mais à y regarder de près, la préférence méthodologique des économistes universitaires de Strasbourg se révèle, jusqu'à une date récente, plus portée sur l'inductivisme et la synthèse que sur le déductivisme et l'analyse. Sans avoir versé dans une systématique aussi résolue que les historistes allemands sur le plan de la méthode, les économistes précités ont privilégié un travail plutôt descriptif, synthétique, interdisciplinaire - relevant de ce que nous pourrions appeler une conception sociale et "humaniste" de l'économie, au carrefour de la sociologie, de l'anthropologie, du droit, de l'histoire, de la philosophie, de la psychologie, etc. -, par rapport à un travail théorique et analytique. Cette conception humaniste et holiste de l'économie n'est évidemment pas spécifique à l'Université française de Strasbourg ; elle témoigne au contraire d'un contexte idéologique national, marqué, comme nous l'avons déjà souligné, par une attitude hostile à l'égard de l'économie politique individualiste. D'où le retard qu'a

pris, dans le système universitaire français, l'autonomisation institutionnelle et scientifique de l'économie comme discipline analytique (5). Un bref rappel historique du processus d'institutionnalisation universitaire des sciences économiques permettra, croyons-nous, de fonder cette appréciation.

Jusqu'à la Révolution, le système universitaire français se caractérise par sa rigidité et sa fermeture à toute innovation éducative ou disciplinaire pouvant mettre en doute les principes, les acquis et les privilèges du régime socio-économique existant. Comme le précise J. Hecht, "en France, il ne fallut pas moins d'une Révolution pour introduire un enseignement politique et économique dans le système universitaire, le fossé étant très profond entre les nouvelles connaissances et les structures officielles désuètes" (6). C'est dans l'effervescence révolutionnaire de refonte radicale de tout le système éducatif que la nécessité d'un enseignement universitaire spécifique de l'économie politique a émergé. Il est intéressant de remarquer qu'une des propositions d'organisation des universités, incluant une chaire de Sciences Economiques, a été formulée à cette époque, par un professeur de théologie strasbourgeois, Isaac Haffner. Dans son "Essai sur l'organisation d'un établissement pour les hautes sciences", en 1792, Haffner regroupe les Sciences Economiques avec la Physique et la Technologie sous la rubrique des Sciences Naturelles. L'auteur s'inspire, sur ce chapitre, de l'expérience allemande et désigne, comme modèle à imiter, "les universités les plus célèbres en Allemagne" où "on a créé une chaire particulière pour les Sciences Economiques, ou, comme on les y appelle, *Sciences Camérales*" (7). Haffner estime que dans les pays modernes il ne suffit plus

"d'avoir simplement étudié le droit" pour être en mesure de diriger les affaires de l'Etat et que la compétence administrative doit aussi inclure, désormais, les sciences économiques. Cette référence aux sciences camérales et au modèle allemand sera presque systématiquement reprise dans les tentatives ultérieures d'institutionnalisation universitaire de l'économie politique en France.

Après la suppression des universités de l'ancien Régime sous la Convention montagnarde, une chaire d'économie politique sera créée sous la Convention thermidorienne, au sein de l'"Ecole Normale" - ce terme étant emprunté à l'Allemagne -, le 10 février 1795. Le savant multidisciplinaire Vandermonde, qui a été présenté pour cette chaire, ne pourra faire, en tout et pour tout que huit leçons; l'enseignement sera interrompu le 22 avril 1795. Quelle que fût la précarité de cette expérience, elle restera, jusqu'en 1815, l'unique entreprise couronnée d'un résultat concret, parmi les multiples efforts prodigués, essentiellement par les philosophes, en faveur de la promotion de l'économie. A ce propos il faudrait mentionner, d'une part, un mémoire adressé par les membres associés de l'Institut National de Strasbourg au gouvernement du Directoire, concernant le programme d'études de cette Ecole, qui devait comprendre aussi "une section des sciences économiques et naturelles, réunissant l'économie politique, la physique, la chimie et l'histoire naturelle" (8), et, d'autre part, la tentative de l'économiste Roederer, un idéologue, en vue de créer, en 1797, à Paris, un cours privé de statistiques, sur le modèle des Universités de Göttingen et d'Edimbourg (9). Le Consulat et l'Empire n'ont été guère favorables à la reconnaissance sociale de l'écono-

mie politique en France, car Napoléon nourrissait une profonde méfiance à l'égard de cette science qui incitait, à ses yeux, "les hommes à trop raisonner et à ne point assez se soumettre aux décrets de l'autorité" (10). En conséquence, l'économie politique n'a pu trouver la moindre place dans les universités napoléoniennes.

A partir de 1815, un groupe restreint et hétérogène de libéraux, d'intellectuels, d'idéologues, d'hommes d'affaires engageant un combat en vue de promouvoir l'économie politique. Le combat portera ses fruits essentiellement dans le domaine des Grandes Ecoles. Il faut mentionner à ce propos, évidemment, la création d'un enseignement d'économie politique à l'Athénée, sous l'impulsion de J.-B. Say. Par ailleurs, une chaire d'économie industrielle est instituée au Conservatoire des Arts et Métiers, occupée toujours par Say. Cette chaire a été intitulée "économie industrielle" parce que les mots d'économie politique effrayaient, à l'époque, les autorités politiques; l'expression ne sera autorisée qu'après 1830, sous Louis Philippe, cette date correspondant à la création d'une chaire d'économie politique au Collège de France (11).

Nous l'avons déjà souligné, au sein de l'institution universitaire, il faut attendre 1864 pour voir se mettre en place un cours d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris. Mais cette date n'a nullement inauguré une tradition d'enseignement universitaire de cette discipline en France, puisque dès 1866 le cours d'économie devait être remplacé par un cours de droit administratif. Ce n'est qu'en 1871, et sous la pression de l'Ecole libre des sciences politiques que la Faculté de Droit de Paris se voit obligée d'instituer un enseignement régulier d'écono-

mie politique. Précisons aussi que l'échec militaire devant la Prusse, à la même époque, convainc les esprits français de la nécessité d'une réforme du système d'enseignement sur le modèle du système du vainqueur : "il faut copier ce qui fait la force du vainqueur, en particulier ses facultés des sciences camérales [...]". Depuis 1860 [...] Batbie (le titulaire de la première chaire d'économie politique à la Faculté de Droit de Paris) avait, après mission en Prusse, proposé ce modèle allemand. En 1872, on repose le même problème" (12). En 1878 un enseignement officiel d'économie politique est instauré dans les autres Facultés de Droit de France, et comme le remarque Ch. Rist, "tout de suite, de son contact même avec les disciplines juridiques, cet enseignement prenait un caractère nouveau, tout pénétré de l'esprit historique" (13). L. Levan-Lemesle observe, de son côté, que "l'usage de la méthode historique a complété [le] processus d'autonomisation" de la discipline ; "libéraux ou non, les nouveaux enseignants ont été amenés à l'exemple des économistes allemands, Roscher, Schmoller, à utiliser des études historiques pour vérifier ou tester leurs hypothèses" (14).

L'influence profonde du modèle allemand sur le processus d'institutionnalisation universitaire de l'économie politique en France est donc incontestable ; c'est cette influence qui explique au moins partiellement, croyons-nous, le grand nombre d'études monographiques, historiques, synthétiques, descriptives, qui constituent l'essentiel de la production scientifique des économistes universitaires strasbourgeois, et plus généralement français, entre les deux guerres, au détriment des recherches analytiques, y compris non formelles, par exemple marxistes. Il ne serait donc pas exa-

géré de parler de l'absence d'une tradition universitaire française originale, spécifique, en matière d'économie politique. En effet, la "méthode historique" convenait sans doute assez bien à l'esprit protectionniste et conservateur du système éducatif français à la fin du XIX^e siècle et durant la première moitié du XX^e. C'est pour cette raison que notre choix de privilégier l'épisode allemand de l'Université de Strasbourg de 1872 à 1918, n'est pas aussi arbitraire qu'il ne pourrait apparaître aux yeux du lecteur non averti de la situation particulière des sciences économiques dans l'histoire de l'enseignement et de la recherche universitaires français.

Aussitôt après la fondation de la *Kaiser Wilhelms Universität*, le 28 avril 1872, les deux chaires d'économie de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques sont confiées à deux économistes parmi les plus importants de l'Allemagne de la fin du siècle dernier. Gustav von SCHMOLLER (1838-1917), nommé Professeur ordinaire à Strasbourg à partir du 26 juillet 1872, va progressivement devenir la figure dominante du monde universitaire allemand dans le domaine des sciences sociales, une position que sa mutation à Berlin en 1882 ne fera que confirmer. Wilhelm LEXIS (1837-1914), contrairement à Schmoller, commence sa carrière universitaire à Strasbourg, où il a été nommé en qualité de Professeur extraordinaire, à partir du 8 août 1872 ; son séjour alsacien sera aussi de plus courte durée, puisqu'il partira dès 1874. Schmoller a une formation en sciences politiques (*Staatswissenschaften*) - ce qui constitue à l'époque une combinaison d'économie politique, finances publiques, science administrative, histoire et statistique - et peut légitimement être considéré comme le principal

représentant du "socialisme de la chaire" et le fondateur de la Jeune Ecole Historique allemande. Lexis a étudié le droit, mais surtout les mathématiques et les sciences naturelles (sa thèse de doctorat porte sur un thème de mécanique analytique), a été chercheur dans le laboratoire de chimie de Bunsen, à Heidelberg, et ce n'est que tardivement qu'il a abordé l'économie politique, à Paris - son seul ouvrage important lors de son installation en Alsace est d'ailleurs consacré à la politique française du commerce extérieur. Il aborde à Strasbourg l'enseignement et la recherche en statistique, un domaine dans lequel il jouera, comme Schmoller, le rôle de fondateur d'école.

Dès la première occupation des deux chaires d'économie, les deux versants qui vont caractériser l'orientation de la recherche économique strasbourgeoise de cette fin de siècle, le versant historique et le versant mathématique, sont bien représentés. La Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg présente en effet cette particularité que si l'économie politique y est d'emblée, et jusqu'à la fin de la période que nous étudions, placée sous la domination de l'histoire - mais il vaudrait mieux dire de l'historisme - et bien entendu du droit, les mathématiques y ont acquis une place non négligeable et pour ainsi dire insolite. Cela est vrai sur le plan de l'enseignement de la statistique, discipline certes privilégiée par la tradition historique allemande, mais professée par Lexis sur le mode mathématique, en s'appuyant notamment sur "le système de coordonnées dans des représentations indubitablement magnifiques", selon les termes d'un de ses élèves, manifestement peu à l'aise avec l'orientation ainsi imprimée au cours de statistique (15).



Gustav SCHMOLLER



Wilhelm LEXIS



~~Lujo Brentano~~ = Georg Friedrich KNAPP



~~Georg Friedrich Knapp~~ = Lujo BRENTANO

Cela est également vrai sur le plan de la recherche, les économistes strasbourgeois, au premier rang desquels il faut placer Lexis, ayant joué un rôle fondamental dans le développement de la démographie mathématique et des sciences actuarielles et dans la fondation de l'école continentale de l'inférence statistique, comme on le verra plus loin.

La double orientation, historique et mathématique, sera conservée après le départ des premiers occupants des deux chaires strasbourgeoises d'économie. Le successeur de Lexis, Georg Friedrich KNAPP (1842-1926), est nommé Professeur ordinaire à Strasbourg à partir du 14 octobre 1874. Elevé dans un milieu scientifique - il est le fils d'un professeur de chimie et le neveu de Justus von Liebig, un des plus grands chimistes allemands du milieu du siècle dernier -, il a déjà achevé sa courte carrière administrative et académique de statisticien lorsqu'il arrive à Strasbourg. Son œuvre statistique et démographique, qui nous intéresse dans la mesure où elle constitue le point de départ de celle de Lexis, est antérieure, le début de sa carrière strasbourgeoise se caractérisant, sauf partiellement sur le plan de l'enseignement, par une complète reconversion vers l'histoire économique, des structures agricoles en particulier. C'est dans ce domaine qu'il animera un important séminaire, ce qui ne l'empêchera pas de continuer à jouer, au moins indirectement, à travers notamment le recrutement de son élève von BORTKIEWICZ, que nous présenterons plus loin, un rôle peut-être décisif sur les événements qui intéressent le versant mathématique de notre histoire. Il est donc, à lui tout seul, une vivante illustration de la double orientation que nous nous proposons de mettre en évi-

dence. Sa carrière se termine à la fin de la guerre, lorsque la défaite allemande le contraint à l'exil - "je perds le seul endroit où je me sens chez moi...", écrit-il en avril 1919 (16), quelques mois avant de quitter Strasbourg pour rejoindre sa fille aînée en Allemagne (la cadette, Elli, économiste, était l'épouse du futur Président Theodor Heuss).

Quant au successeur de Schmoller, Lujo (Ludwig Joseph) BRENTANO (1844-1931), frère de Franz, le philosophe, et neveu de Clemens, le poète, ainsi que du couple d'écrivains Bettina et Achim von Arnim, qui fut nommé à Strasbourg, en qualité de Professeur ordinaire, le 6 février 1882, il est bien représentatif des tendances générales de l'école historique, particulièrement dans sa dimension politique. Certes, comme Knapp, il a commencé son activité professionnelle comme statisticien, mais c'est là encore un trait assez caractéristique des biographies des membres de la seconde école historique. Contrairement à Knapp, ou à Lexis, l'intérêt pour la statistique ne l'a pas conduit à la pratique des mathématiques. Parti de Strasbourg en 1888, Brentano est remplacé par August SARTORIUS, baron de Waltershausen, encore un membre, mineur cette fois-ci, mais toujours représentatif, de l'école historique.

Après cette présentation ou simple évocation des personnages les plus importants, il convient de nous engager dans l'examen plus détaillé de leurs apports aux deux orientations, historique et mathématique, que nous venons de distinguer. Bien entendu, même si ces apports doivent être situés dans leur contexte, qui dépasse parfois le cadre géographique et chronologique qui nous concerne, nous éviterons d'annexer à notre domaine d'investigation des contributions réalisées avant ou après la présence de leurs auteurs à Strasbourg.

LE VERSANT HISTORIQUE : DE L'ENGAGEMENT POLITIQUE AU COMBAT METHODOLOGIQUE

LE "SOCIALISME DE LA CHAIRE"

Les 13 et 14 juillet 1872, juste avant que Schmoller ne quitte Halle pour occuper son poste strasbourgeois, il réunit chez lui un groupe d'économistes, universitaires pour la plupart, unis dans leur opposition à la "tyrannie du parti de Manchester", c'est-à-dire du libéralisme économique. Cette réunion, à laquelle assistent notamment Brentano et Knapp, aboutit à l'organisation d'un congrès consacré à la question sociale, qui se tiendra à Eisenach les 6 et 7 octobre de la même année. Dans le discours inaugural, Schmoller revendique l'appellation "socialistes de la chaire", qu'un journaliste libéral venait de forger pour désigner par dérision ce groupe d'adversaires du libéralisme.

On trouve dans ce discours inaugural les quelques grands principes qui confèrent au mouvement sa cohésion : la reconnaissance du fait qu'une

trop grande inégalité dans la répartition des revenus et qu'une vive lutte de classes ne peuvent à terme qu'anéantir tout régime politique libéral; la conviction que le libéralisme économique, lorsqu'il est poussé jusqu'à ses dernières conséquences, sacralise l'égoïsme de l'individu et privilégie les intérêts des gros entrepreneurs et capitalistes; le rejet de toute expérience socialiste au profit de réformes sociales visant des résultats pratiques immédiats et conservant l'essentiel des structures existantes de la société; la valorisation des groupes sociaux, notamment des associations de travailleurs, aussi longtemps que la liberté professionnelle est préservée; l'apologie de l'Etat, enfin, pour son rôle régulateur dans les domaines économique et social.

Le congrès d'Eisenach aboutit notamment à la fondation du *Verein für Sozialpolitik*, association de professeurs, d'éditeurs, de fonctionnaires et d'industriels se réclamant des idées réformistes et interventionnistes des "socialistes de la chaire", qui va fonctionner à la fois comme un forum permanent de discussion et comme un groupe de pression. Avec le temps, l'unité de l'association, qui était d'abord fondée sur son opposition au libéralisme économique, s'effritera progressivement et le caractère professionnel et scientifique deviendra dominant, aux dépens de l'activité plus proprement politique. C'est dans le cadre du *Verein* que sera notamment réalisée une grande partie des enquêtes et études monographiques inspirées par l'orientation méthodologique de l'école historique allemande, que nous aborderons dans la section suivante. Transformée en 1955 en "Société pour les sciences économiques et sociales", mais maintenant l'ancienne dénomination accolée à

la nouvelle (*Gesellschaft für Wirtschafts- und Sozialwissenschaften - Verein für Sozialpolitik*), l'association existe toujours et sa section de politique économique vient de fêter son trentième anniversaire lors de sa réunion annuelle, du 18 au 20 mars 1986, à Strasbourg.

Un an et demi après le discours d'Eisenach, Schmoller prononce, le 14 mars 1874, à l'Académie Royale de Chant de Berlin, en présence de l'empereur, un autre discours consacré à la question sociale (*Die Soziale Frage und der preussische Staat*, 1874), qui est ensuite publié dans les *Preussische Jahrbücher*. L'éditeur, l'historien Heinrich von Treitschke, qui avait lui-même accepté de publier le discours, décide de rédiger deux articles polémiques dirigés contre Schmoller et ses amis, notamment Brentano, qu'il publie successivement dans la même revue. Ces articles, auxquels se joindra un troisième pour former le pamphlet *Der Socialismus und seine Gönner* (1875), déclenchent une réponse de Schmoller, *Über einige Grundfragen des Rechts und der Volkswirtschaft* (1875), qui apparaît aujourd'hui comme un des textes les plus caractéristiques du socialisme de la chaire. Ce texte est significatif non seulement pour les idées politiques qu'il développe, mais aussi pour les options méthodologiques qu'il laisse transparaître. Schmoller commence à l'époque à discuter ces options dans son séminaire strasbourgeois, mais il ne les développera pleinement qu'au cours de la controverse méthodologique qu'il engagera avec Menger peu après son départ de Strasbourg, comme nous le verrons dans la prochaine section.

La caractérisation du socialisme de la chaire est faite de façon particulièrement éclairante dès les premières

pages de la réplique à von Treitschke: "notre socialisme se limite à trouver partiellement fondée la critique développée dans la littérature socialiste, à faire front contre le dogme de l'individualisme absolu et du droit inconditionnel à l'égoïsme, à reconnaître les principes de la morale et du droit dans l'économie politique" (17). Au-delà de son aspect polémique, cette caractérisation pointe vers ce qui constitue, aux yeux de Schmoller, à la fois le fondement des positions politiques défendues par le *Verein* et cet élément constitutif de l'objet de la science économique que l'école classique, libérale, avait cru devoir - et pouvoir - mettre entre parenthèses: la norme, morale et juridique.

Du point de vue de l'orientation de la science économique, Schmoller oppose à la méthode abstraite et dogmatique des économistes manchestériens, la méthode historico-politique. Mais il s'agit pour le moment moins d'un contraste de méthodes que d'un conflit de conceptions sur l'objet même de la discipline. Nous verrons par la suite que ce que Schmoller reproche à la "méthode" abstraite des libéraux, c'est de procéder à un isolement d'un élément de la réalité sociale, par exemple d'une institution telle que la propriété, de le séparer de son contexte moral, juridique, historique et d'aboutir ainsi chaque fois à un "concept scolaire", qui est juste bon "pour l'enseignement du débutant en philosophie du droit et en science politique" (18). Grâce à cette abstraction, ce qui différencie les sociétés est effacé, "l'inégalité des individus apparaît finalement comme un fait de la nature", alors qu'elle est "autant un produit des influences de la culture que de celles de la nature" (19).

L'économie est dès lors à envisager dans ses relations avec la morale

et le droit, selon une conception que Schmoller désigne comme *éthique* - la dimension éthique est, d'après lui, inséparable de la dimension historique -, mais qu'il accepterait volontiers d'appeler *psychologique*. En un sens, cette conception rejoint les préoccupations des meilleurs parmi les économistes classiques. Adam Smith en premier, car "toute la doctrine de l'égoïsme comme force motrice de l'économie n'est rien d'autre qu'une tentative grossière pour s'accommoder au besoin d'un fondement psychologique de l'économie politique" (20). Mais en un sens seulement. En effet, "la vieille économie politique soutenait souvent qu'il n'existe point d'économie nationale, de capital national, de revenu national, mais seulement des économies individuelles, un capital et un revenu individuels", alors que le vocabulaire même montre qu'il y a dans une économie nationale "un élément commun qui confère une unité à ce qui est plus que la somme d'économies individuelles"; "et cet élément commun, unissant les économies individuelles d'une nation ou d'un Etat, n'est pas seulement l'Etat, mais quelque chose de plus profond: la communauté de la langue, de l'histoire, de la mémoire, de la morale et des idées" (21). On le voit, à part peut-être la coloration méthodologique, qui s'accroîtra d'ailleurs dans ses écrits ultérieurs, le discours de Schmoller se situe pleinement dans l'héritage du romantisme allemand.

Qu'une telle vision du monde conduise tout droit à une conception nationaliste de l'économie politique voire à une idée étatiste de la politique économique semble aller de soi. Ce qui constitue peut-être l'originalité des positions de Schmoller, c'est son parti de s'en tenir à une voie intermé-

diaire entre l'obsession manchesterienne de la liberté individuelle et de l'ordre naturel et l'hypertrophie socialiste du bien commun et de l'ordre juridique, de rechercher "le pont entre une économie politique matérialiste et une théorie éthique de l'Etat, entre une doctrine naturaliste de l'organisation économique et une histoire du droit commandée par une philosophie de l'histoire", de viser enfin "cet élément idéal qui est enfoui dans le socialisme et qui est précisément le même qui est à la base de tout sentiment puissant d'appartenir à une corporation, à un Etat, à une communauté, qui a conféré leur force aux corps de métiers du Moyen Age, aux hanses, aux ligues urbaines, et qui se fait nettement jour dans tout mouvement associatif des travailleurs" (22). Ce rôle fondamental attribué par Schmoller aux groupes sociaux intermédiaires le conduit sur le plan scientifique à s'intéresser à l'histoire des corporations, comme nous le verrons dans la prochaine section, et l'incite sur le plan politique à envisager favorablement le mouvement syndicaliste, aussi longtemps que la liberté syndicale est préservée. Sur le plan idéologique nous découvrons un point de vue qui, une fois dépouillé de son spontanéisme associatif, constituera une des sources majeures et dûment reconnues du corporatisme portugais.

Malgré l'accent mis sur les groupes sociaux, c'est finalement dans les réformes menées par l'Etat que Schmoller place son espoir de voir s'atténuer les conflits de classes et s'éloigner le danger de rupture de l'ordre établi. Dans cet esprit, il convient que l'Etat exploite son influence directe sur l'économie, en tant qu'agent doté d'un poids considérable, et surtout son influence indirecte, à tra-

vers son pouvoir de modeler le cadre juridique et administratif dans lequel s'insère l'activité économique, en vue de parvenir à une plus grande justice dans la répartition des patrimoines et des revenus - un thème qu'il développe dans *Die Gerechtigkeit in der Volkswirtschaft*, écrit en 1880 et publié l'année suivante. A l'opposé des conceptions libérales que Vilfredo Pareto développera quinze ans plus tard et que nous aurons l'occasion d'évoquer dans la dernière section, ce n'est pas la répartition individuelle du revenu national mais la répartition entre classes qui est socialement significative, et cette dernière modalité de répartition dépend dans une bien plus large mesure des institutions juridiques et des types d'organisation socio-économique, que des facteurs naturels, du hasard ou des déterminants spécifiquement individuels qui se profilent derrière l'offre et la demande. Par son aptitude à transformer ces institutions juridiques, l'Etat apparaît donc investi d'un pouvoir sur la répartition et aussi du devoir d'en user, conformément à une idée de justice et de manière à régler les luttes de classes.

Au cours de sa controverse avec von Treitschke, Schmoller n'omet pas de rappeler les autres thèmes du socialisme de la chaire, à savoir la participation des travailleurs aux bénéfices, le déplacement, des capitalistes vers des cadres salariés, du centre de gravité du système de direction des entreprises, l'extension de la réglementation des usines, la réforme du contrat du travail et le remplacement progressif de l'assistance par la sécurité sociale (23). Ce sont plutôt ces thèmes, ou certains d'entre eux, qui vont retenir l'attention de Lujo Brentano, beaucoup plus sceptique que Schmoller en ce qui concerne l'efficacité et l'opportunité de l'Etat et défen-

seur dans le *Verein für Socialpolitik* d'idées plus libérales et plus spontanées, plus radicales aussi, qui en ont fait une des figures de proue de l'aile gauche de l'association - qu'il quittera d'ailleurs en 1929, lorsqu'il estimera qu'elle est devenue trop conservatrice. Comme Schmoller, Brentano croit au rôle positif des groupes sociaux intermédiaires et il voit dans les syndicats modernes les héritiers des corporations médiévales. Pour lui, les syndicats constituent un moyen de dépasser le caractère privé et asymétrique des contrats de travail, pour leur substituer des conventions collectives, capables de réaliser une certaine équité dans la relation entre capitalistes et travailleurs, grâce au pouvoir de négociation que procure la coalition de ces derniers. Pour ce qui est de l'intervention de l'Etat, Brentano est favorable à une réglementation des conditions de travail et à la fixation d'un salaire minimum légal, mais envisage comme réforme décisive l'instauration d'un système général d'assurances sociales.

C'est d'ailleurs sur ce dernier terrain que les socialistes de la chaire ont atteint le résultat le plus spectaculaire et le plus immédiat de leur action, puisqu'on doit en très grande partie à l'impact de leurs idées la mise en place par Bismarck, au cours des années 1880, du premier système européen de sécurité sociale - couvrant d'abord les risques de maladie (1883) et accidents (1884) et s'étendant ensuite à la création des caisses de retraite pour vieillards et invalides (1889).

Les écrits les plus importants de Brentano se placent avant et après son séjour strasbourgeois, qui ne semble pas avoir stimulé sa productivité. Les références majeures sur le thème que nous venons d'évoquer, celui de la sécurité sociale, sont deux ouvrages qui précèdent de trois et un ans, respective-

ment, son arrivée à Strasbourg. Mais il écrit juste avant son départ de notre Université et lorsque la mise en place du système d'assurance vieillesse et invalidité était déjà en préparation, une analyse de ce projet, *Die beabsichtigte Alters- und Invalidenversicherung für Arbeiter und ihre Bedeutung* (1888), qui traduit bien ses positions doctrinaires. Brentano met en évidence deux particularités du travailleur en tant que vendeur d'une marchandise, qui le dépouillent en fait de la liberté qui est prétendument à la base du contrat de travail, à savoir son dénuement habituel et l'impossibilité de séparer le travail de sa personne. Ces deux particularités ont pour conséquence, en l'absence d'organisation des travailleurs, que le salaire est en fait fixé unilatéralement par l'employeur, que le contrat de travail est source d'une relation de domination, s'étendant à toute son existence physique, spirituelle et morale, et que le travailleur et sa famille sont placés devant une totale insécurité du point de vue de leurs conditions économiques. Si la mise en place du système d'assurance sociale contre le risque de maladie ou d'accident répond partiellement au problème posé par l'insécurité du travailleur et de sa famille, le système de caisses de retraite rattachées aux entreprises vient, aux yeux de Brentano, renforcer le lien de dépendance vis-à-vis de l'employeur et développer une véritable féodalité industrielle. La solution préconisée est alors de remettre aux associations professionnelles non seulement la réglementation des conditions de travail, mais aussi le pouvoir d'embaucher et de licencier - une solution qui peut sembler bien radicale, mais que Brentano juge seule apte à diminuer l'emprise de la social-démocratie sur les travailleurs.

L'OBJET ET LA METHODE : HOLISME ET INDUCTIVISME

Lorsqu'on parcourt l'immense littérature qui émane de l'école historique allemande, on ne peut manquer de constater que le sujet qui souleva les passions les plus vives et qui occasionna les écrits les plus polémiques fut bien la question de la méthode. Quelle en est la raison ? Pourquoi les historistes se montrèrent-ils si sensibles sur la question de savoir quels principes devaient régir la démarche "authentiquement" scientifique dans le domaine social ? On peut trouver un début de réponse dans la conception qu'ils avaient de l'objet même de leur science. L'économie ou l'ensemble de comportements et mécanismes spécifiquement orientés vers la production, la répartition et l'échange des biens, constitue évidemment une dimension fondamentale de la vie sociale ; elle possède bien entendu une rationalité interne, propre, qui lui assure une autonomie relative. Mais cette autonomie ne devrait en aucune façon nous autoriser à reconnaître à l'objet une capacité d'auto-régulation absolue. Tout objet particulier d'une science particulière est le produit d'un découpage du réel qui est en dernière instance arbitraire. Qu'une telle opération d'"isolement" soit légitime et même nécessaire, les historistes ne le mettent pas en doute. Mais une fois l'objet isolé, une fois l'objet exploré dans toute son ampleur grâce à un appareil conceptuel adéquat, il faut s'efforcer de le réinsérer dans la totalité originelle dont il est issu, pour

apprécier la valeur explicative des théories élaborées et la pertinence effective des résultats partiels.

Pour Schmoller la première phase de ce processus cognitif est pleinement accomplie par l'économie classique. D'ailleurs cette phase caractériserait la démarche de toute science jeune ; une science débute en effet par une délimitation des phénomènes à étudier et par une sélection de "faits" reconnus d'où elle s'efforce ensuite de déduire des conclusions, aussi loin qu'elle le peut : toute science obéirait donc, dans son enfance, à une méthode hypothético-déductive. Mais la délimitation des phénomènes et la sélection des faits admis ne découlent évidemment pas de la nature des choses. C'est un ensemble de facteurs historiques, politiques, psychologiques, éthiques, plus ou moins conscients, qui la conditionne. Il faut élargir le domaine des faits et mettre en évidence les aspects ignorés, méconnus ou refoulés de la réalité sociale pour pouvoir, à la fois, interroger cet ensemble flou qui sous-tend la sélection et tester la validité des constructions théoriques abstraites. Les membres de la Jeune Ecole, Schmoller en particulier, estiment qu'il est désormais temps de s'engager dans la seconde phase de l'investigation scientifique ; celle de l'accumulation patiente des données et de la description minutieuse de la réalité, une fois reconnue la fausseté ou du moins l'inexactitude des généralisations précitées.

Quelles que soient les professions de foi de Schmoller, quelle que soit son insistance à rappeler l'appartenance, à part entière, de la déduction et de l'induction à la pensée scientifique, au même titre que les fonctions du pied droit et du pied gauche dans la marche, force est de constater que

sa recherche effective et ses convictions éthiques profondes privilégient largement la méthode inductive, à tel point qu'il lui arrive de prétendre que "l'on fait mieux avancer la science par des monographies que par des traités" (24). Schmoller demeure également convaincu que si la fin dernière de la recherche scientifique est bien de comprendre la signification profonde des phénomènes, l'étude soutenue des rapports spécifiques qu'entretient le phénomène envisagé avec l'ensemble des composantes du tout social auquel il appartient devient inévitable. Par conséquent, il incombe désormais au scientifique des temps modernes de contribuer à la tâche historique qui consiste à supprimer les cloisonnements artificiels qui séparent les sciences particulières les unes des autres, pour rendre possible la coordination de l'ensemble des approches qui ont été empruntées dans l'étude de la réalité sociale vivante ; l'école historique se veut fondamentalement et résolument interdisciplinaire.

Lorsqu'en 1883, dans l'année qui suit son départ de Strasbourg, Schmoller répond, dans un compte rendu d'un ouvrage de méthodologie que Carl Menger venait de publier, aux critiques formulées à l'encontre de l'historisme par le chef de file de l'école de Vienne, et engage ainsi le *Methodenstreit* - la très vive et très longue controverse méthodologique entre les historistes et les tenants de l'économie théorique -, c'est déjà ce refus de trop isoler qui est exprimé dans la citation du logicien Sigwart : "c'est, dès le commencement, une exigence pour l'individu qu'il soit considéré comme une partie du tout et dans ses relations perceptibles avec le tout" (25). Ce précepte est invoqué à l'appui de la thèse que "notre science ne fournit qu'une théorie du côté éco-

nomique de la vie sociale" et cela en présupposant des propositions sur la psychologie sociale, la morale, le droit, le politique, qui sont communes à toutes les disciplines sociales. En fait, "on n'introduit pas ainsi des points de vue spécifiques de la recherche historique dans la théorie économique, mais on exploite seulement, sur des processus psychiques et sociaux, qui sont aussi économiques, la connaissance commune dont on dispose dans ce domaine" (26). C'est ce refus de découper le réel sans détour, ou plus exactement d'accepter que la théorie ne peut se construire que par un tel découpage, ou encore - si l'on accepte cela - d'admettre que l'économie politique doit emprunter la voie de la connaissance théorique, que l'on peut désigner comme le "holisme" de la conception historiste. Il s'agit là d'un trait qui s'inscrit dans la tradition allemande des sciences camérales et, surtout, du romantisme, pour lequel toute société est un tout organique, ayant une vie autonome, des fins spécifiques, un destin propre - ce qui par ailleurs fonde une conception anti-universaliste, nationaliste, de l'économie politique, dont Friedrich List avait été le principal exposant. Il s'agit d'un trait qui reparaitra opiniâtement chez beaucoup d'économistes français aussi bien qu'allemands au cours du siècle suivant, même s'il n'est plus associé au même système de pensée et s'il est d'ailleurs souvent détaché de tout esprit de système.

L'organicisme qui constitue ce trait caractéristique de l'Ecole nous permet de saisir la signification du qualificatif "historique" associé à ce courant. En effet, par opposition à l'immuabilité dans le temps de l'objet des sciences naturelles, qui de ce fait peuvent faire usage avec profit de la méthode déductive et du formalisme mathé-

matique, la réalité sociale est en perpétuel devenir. Le plus grand reproche que les historistes adressent aux économistes manchestériens concerne précisément la disposition théorique qui les a amenés à nier la dimension historique de l'homme. *L'homo oeconomicus* de l'économie classique, libérale, est un être sans épaisseur historique, épuré de toute détermination sociale concrète qui lui donne sens, vie et mouvement, réduit à un simple mécanisme abstrait régi par la froide logique utilitaire. Schmoller ne se lasera pas de recommander à l'économiste de se faire d'abord historien économiste. Aussi, ne sommes-nous pas étonnés de constater la grande attention que tous les membres de l'Ecole ont portée aux différentes phases successives et évolutives que les sociétés étaient censées traverser tout au long de l'histoire. Dans un tel contexte, l'universalisme temporel et spatial que les économistes classiques confèrent à leur objet se trouve sensiblement relativisé voire remplacé par le particularisme de figures historiques vivantes, concrètes ou prétendument telles, évoluant dans des totalités en devenir.

Une telle conception de l'objet de la science économique conditionne bien entendu le choix de la méthode. Lorsque, dans sa première réponse, déjà citée, aux critiques de Menger, Schmoller évoque la distinction mengerienne entre les deux voies de l'économie théorique, la voie "réaliste-empirique" et la voie "exacte" (que nous avons qualifiée de "théorique", tout court), il identifiera cette distinction à celle qui sépare les deux démarches inductive et déductive. Et si, en quelque sorte du bout des lèvres, Schmoller concède certaines vertus à la seconde, c'est bien de la première qu'il se fait le champion, car "la science qui part d'hypothèses n'aboutit

qu'à des propositions hypothétiques" et donc le progrès de l'économie politique ne se fera "que par l'exploitation de tout matériel historico-descriptif et statistique qui est produit aujourd'hui et non par une distillation supplémentaire des propositions abstraites cent fois distillées du vieux dogmatisme" (27). Ainsi, "la science de l'individuel, ou mieux la science descriptive, fournit les travaux préparatoires de la théorie générale" (28). C'est cette position méthodologique qui détermine la mise en honneur de la monographie - étude du concret, à la fois individualisé et non isolé - et ses conséquences : accumulation impressionnante de matériaux historiques et statistiques, mais aussi étiolement progressif et durable de la théorie économique. C'est cette position qui explique aussi, essentiellement par l'importance accordée à la statistique, qu'une ouverture ait été ménagée, par laquelle des esprits rompus au raisonnement mathématique vont pouvoir s'engouffrer, comme nous le verrons plus loin.

Il était indispensable de s'arrêter sur les conceptions générales de la Jeune Ecole Historique - qui sont essentiellement celles de son fondateur - afin de situer l'ensemble de la production strasbourgeoise de l'Ecole. Mais l'Université de Strasbourg n'a pas été directement liée à la controverse méthodologique proprement dite - on se souviendra que le *Methodenstreit* a commencé juste après le départ de Schmoller -, comme elle l'avait été à la controverse politique déclenchée par von Treitschke. Naturellement, les points de vue de Schmoller aussi bien sur l'objet que sur la méthode de la science économique avaient déjà été développés dans son séminaire strasbourgeois (29) et Strasbourg a par ailleurs joué un rôle fondamental dans

l'application même de la méthode qu'il sera plus tard amené à défendre publiquement au cours du *Methodenstreit*. En effet, peu de temps après son arrivée à Strasbourg le fondateur de la Jeune Ecole donne le ton. Elu à la tête de l'Université, il consacre, le 31 octobre 1874, le discours rectoral à "La prospérité de Strasbourg et la révolution économique du 13^e siècle" (*Strassburgs Blüte und die Volkswirtschaftliche Revolution im 13. Jahrhundert*) et, le 1^{er} mai suivant, dans le cadre de la commémoration de la fondation de l'Université, un autre discours à "Strasbourg au temps des luttes des corporations et la réforme de sa constitution et de son administration au 15^e siècle" (*Strassburg zur Zeit der Zunftkämpfe und die Reform seiner Verfassung und Verwaltung im 15. Jahrhundert*). Ces discours inaugurent une suite d'études consacrées, d'une part, à l'histoire des villes allemandes - plusieurs seront encore écrites pendant le séjour strasbourgeois -, d'autre part, à l'histoire des corps de métiers. Une monographie, écrite en 1879, sur la corporation strasbourgeoise des drapiers et tisserands (*Die Strassburger Tucher- und Weberzunft, Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Weberei und des deutschen Geweberechts vom XIII.-XVII. Jahrhundert*) devint, selon Schumpeter, "le modèle de travail d'une foule d'élèves et de disciples qui n'étaient pas des élèves" (30).

En plus de ses propres travaux et du modèle qu'ils fournissent à ses disciples, la contribution de Schmoller dans le domaine de la production des monographies s'étend à la mise en place du cadre même de cette production, constitué par le *Verein für Socialpolitik*, dont on sait qu'il est pour une large part sa création, et aussi par les "séminaires", ou plus exactement les laboratoires universitaires ; parmi

ces derniers, le *staatswissenschaftlichen Seminar* de Strasbourg a en effet été créé dès 1872 à son initiative. Knapp a, lui, fondé un séminaire de statistique, qui a toutefois fusionné peu de temps après avec celui de sciences politiques. C'est au sein de ce séminaire, conjointement ou successivement animé par Schmoller, Lexis, Knapp, Brentano et Sartorius, que s'est poursuivie une partie importante de la recherche dans notre discipline, les travaux étant ensuite publiés dans les revues, particulièrement celle éditée par Schmoller, et, à partir de 1886, dans une collection de *Abhandlungen aus dem staatswissenschaftlichen Seminar zu Strassburg*, mise en place et dirigée par Knapp.

Parmi les étudiants ayant fréquenté le séminaire, on repère quelques personnages qui se sont illustrés dans le domaine qui nous intéresse - on s'arrêtera plus loin sur von Borkiewicz et sur Tchouprov et on pourrait en citer d'autres, comme Heinrich HERKNER, auteur d'une monographie sur les ouvriers de l'industrie cotonnière en Haute Alsace (*Die oberelsässische Baumwollindustrie und ihre Arbeiter*, 1887), en vue de laquelle il avait effectué une enquête par questionnaire qui lui a valu quelques difficultés avec la police. Herkner deviendra plus tard une des figures importantes, quoique de second plan, de la troisième génération de l'historisme, ainsi que du socialisme de la chaire. D'autres personnages vont s'illustrer dans d'autres domaines, tel Hans MEYER, qui prépare une thèse sur la corporation strasbourgeoise des orfèvres sous la direction de Schmoller et qui deviendra plus tard géographe et alpiniste, premier vainqueur du Kilimandjaro en 1889.

L'ensemble des monographies produites à Strasbourg, quoique cou-

vrant des thèmes assez divers, traduit naturellement les intérêts de Schmoller, notamment pour l'histoire des villes et des corporations. L'arrivée de Knapp détermine un infléchissement vers un autre domaine, vers lequel le successeur de Lexis oriente désormais son activité de recherche, celui de l'histoire de l'économie rurale. Les travaux de Knapp lui-même, particulièrement *Die Bauernbetreuung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Teilen Preussens* (1887), *Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit* (1891) et *Grundherrschaft und Rittergut* (1897), sont devenus des classiques. Knapp procède à une analyse comparée des systèmes d'organisation agricole et émet l'hypothèse que le domaine foncier de la Prusse orientale n'a plus véritablement une nature féodale, mais représente déjà une première forme d'entreprise capitaliste, dotée il est vrai d'un statut particulier du travail caractérisé encore par des liens héréditaires de dépendance - une hypothèse, discutable, qui a du reste été reprise par Max Weber et qui fonde chez Knapp l'idée d'une origine agricole du capitalisme.

D'autres thèmes émergent, par exemple le statut et l'organisation des travailleurs - particulièrement, mais pas exclusivement, du point de vue historique -, un domaine où Schmoller a travaillé (*Die Natur des Arbeitsvertrags und der Kontraktbruch*, 1874), dont Brentano était un spécialiste avant son arrivée à Strasbourg, auquel Sartorius s'est intéressé (*Die Arbeitsverfassung der englischen Kolonien in Nordamerika*, 1894), et dans lequel s'est illustré Herkner, en continuité d'ailleurs avec sa thèse strasbourgeoise.

De cette impressionnante accumulation de travaux, que peut-on relever comme contributions majeu-

res à la science, sinon à l'histoire, économique ? La réponse, brutale mais évidente, est que l'économie théorique n'y a rien gagné et que le seul domaine où il reste aujourd'hui des traces des apports de la Jeune Ecole Historique est celui de l'analyse des systèmes - ou types d'organisation - économiques. Pour Schmoller, cet ensemble de travaux ne faisait que préparer une théorie générale, déductive, comme l'est d'ailleurs toute science accomplie - cela non pas parce que, à l'image de la science débutante, elle se limiterait à quelques prémisses simples, admises comme des faits reconnus, mais parce qu'elle est enfin parvenue à la maîtrise de ses éléments constitutifs. Face aux reproches qui lui étaient souvent adressés de se contenter de la simple description de la réalité sans se soucier du cadre théorique qui permettrait de l'analyser, Schmoller répondait que la théorie était sans aucun doute nécessaire mais que l'accumulation des faits n'était pas encore suffisante pour en permettre l'élaboration. Nous avons ici la méprise qui a conduit l'Ecole Historique, à l'exception de la percée analytique inattendue et de très courte durée dont il sera question dans la suite de notre texte, dans l'impasse de la compilation sans fin des faits, dont la quantité toujours croissante donne au chercheur l'illusion, toute provisoire, de progresser dans la connaissance. Cette méprise consiste à croire que tel ou tel moment de la démarche scientifique pourrait se passer de la théorie, que la théorie serait une étape de l'activité scientifique. Schmoller et ses disciples ont voulu combattre le dogmatisme de la déduction, mais ils sont tombés dans l'excès inverse, dans le dogmatisme de l'induction, bien plus redoutable et, surtout, bien plus stérile.

LE VERSANT MATHE- MATIQUE : DE L'USAGE DE LA DEDUCTION AU COMBAT POUR L'ANALYSE LA STATISTIQUE MATHEMATIQUE

L' école historique a combattu pour une démarche inductive comme orientation méthodologique fondamentale des sciences sociales. Il est donc naturel qu'elle ait accordé une place non négligeable à la statistique, et cela non seulement en aval de cette dernière, par l'utilisation des données que la statistique descriptive rendait disponibles après une première élaboration, mais aussi en amont, en contribuant au développement scientifique de la statistique elle-même, en tant que discipline appliquée aux sciences sociales. En fait, l'intervention de l'école historique s'étend aussi au plan institutionnel. Ernst Engel, par exemple, un des fondateurs du *Verein für Socialpolitik*, a été pour plus de vingt ans directeur du Bureau de statistique prussien, devenu allemand entre temps - un organisme où Lujo Brentano commença sa carrière professionnelle. Georg Friedrich

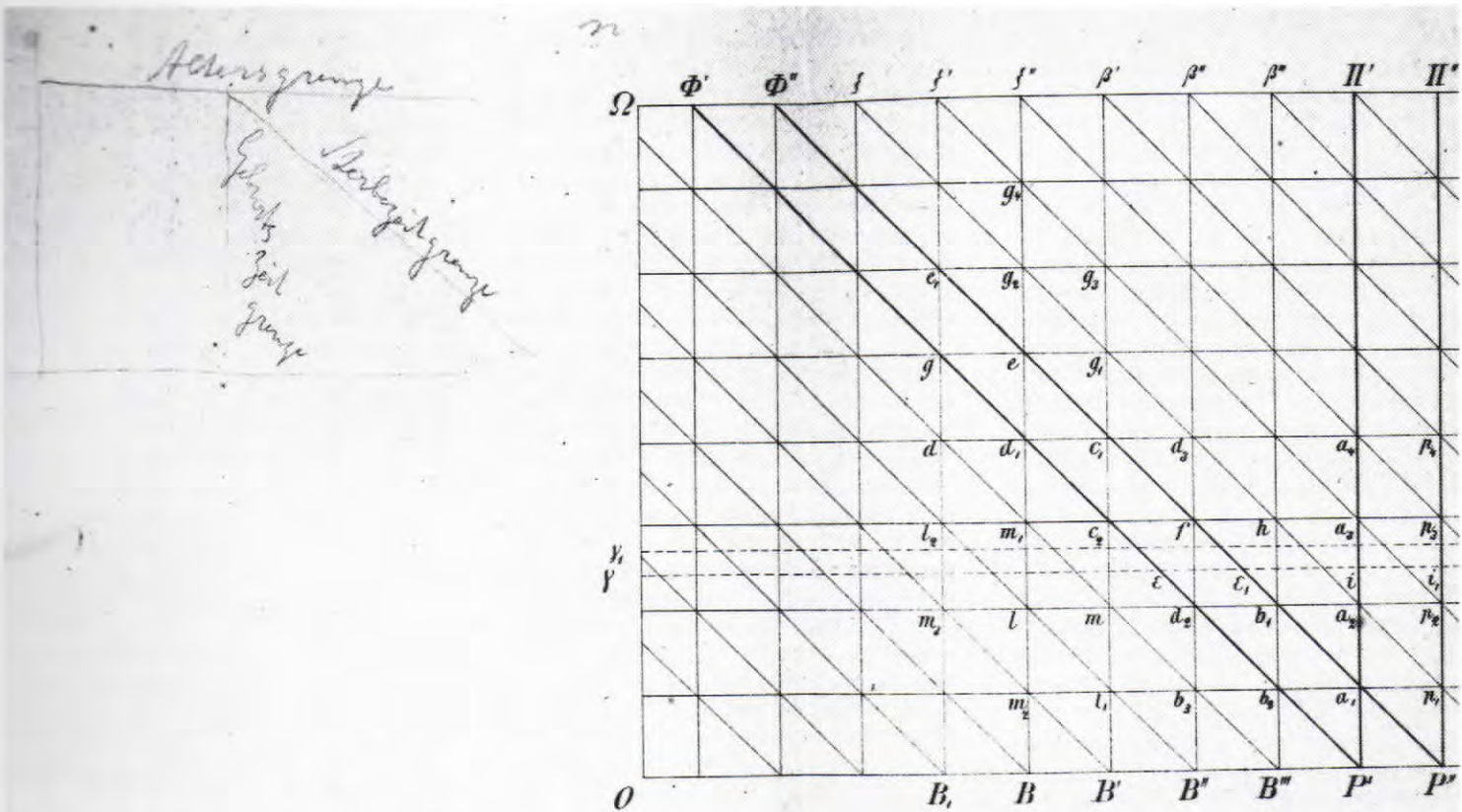
Knapp dirigea le Bureau de statistique de la ville de Leipzig avant d'entamer sa carrière universitaire, qui allait se dérouler pour l'essentiel à Strasbourg, comme on l'a déjà vu. Un autre exemple est encore fourni par Georg von MAYR (1841-1925), directeur du Bureau de statistique bavarois pendant dix ans, avant d'occuper d'importantes fonctions dans l'administration des finances d'Alsace-Lorraine et de s'engager ensuite dans la carrière universitaire comme *Privatdozent* à l'Université de Strasbourg, une carrière qu'il terminera, en pleine notoriété, comme Professeur de statistique à l'Université de Munich.

L'attitude de l'école historique vis-à-vis de la statistique n'est cependant pas univoque et doit être abordée comme une combinaison d'attraction et d'aversion pour l'oeuvre de Quételet. Adolphe Quételet, mathématicien, astronome et statisticien belge, à qui l'on devait notamment la création des Congrès internationaux de statistique, à partir de 1853, avait été le premier à envisager de fonder la statistique sur le calcul des probabilités. Fasciné par les régularités statistiques observées dans le domaine social, auxquelles il conférait volontiers le caractère de véritables lois, base de ce qui pourrait devenir un système de "physique sociale", il a suscité un engouement pour la chasse aux manifestations de la loi des grands nombres, et un conséquent développement de la statistique sociale, mais il a également provoqué une compréhensible réaction contre le déterminisme et le réductionnisme qui sous-tendaient ses conceptions.

C'est dans le contexte de l'impulsion donnée par Quételet aux différentes branches de la statistique sociale qu'il faut en particulier placer les contributions démographiques de

Knapp, même si ce dernier se range parmi les critiques du statisticien belge. Ces contributions, qui s'achèvent avec la *Theorie des Bevölkerungswechsels, Abhandlungen zur angewandten Mathematik* (1874), rédigée juste avant l'arrivée de Knapp à Strasbourg, ne nous concernent qu'indirectement, en tant que point de départ de l'ouvrage que Wilhelm Lexis consacra à la théorie de la statistique démographique, écrit et publié à Strasbourg, bien que paru après son installation à Dorpat : *Einleitung in die Theorie der Bevölkerungsstatistik* (1875). On trouve dans cet ouvrage une représentation graphique d'un réseau démographique qui est encore couramment utilisée aujourd'hui sous le nom de *diagramme de Lexis*. Alors que Knapp avait utilisé un diagramme similaire où il ne représentait directement que la dimension temporelle, Lexis représente deux dimensions, le temps en abscisse et l'âge en ordonnée, de sorte que les lignes de vie des différents individus sont des segments de droite parallèles à la diagonale, reliant les points de la naissance et du décès (voir figure). En dehors de celle de Knapp, d'autres représentations avaient été proposées auparavant, notamment par Zeuner, qui faisait intervenir l'âge et la date de naissance, mais c'est celle de Lexis qui s'est imposée comme base de conceptualisation du processus de vieillissement et de renouvellement d'une population, voire d'un parc d'équipements.

Au-delà de la contribution ponctuelle que constitue le diagramme de Lexis, l'ensemble de l'ouvrage, couvrant ce que l'on pourrait appeler la dynamique d'une population, range son auteur, avec Knapp, parmi les fondateurs de la démographie mathématique et, plus généralement, de la



LE DIAGRAMME DE LEXIS
Le temps, c'est-à-dire la date de naissance, est représenté verticalement et de haut en bas : l'âge est représenté horizontalement, de gauche à droite. A chaque individu on associe une ligne de vie oblique. La représentation actuelle fait généralement subir à ce diagramme une rotation de 45 degrés dans le sens contraire à celui des aiguilles d'une montre. La légende au crayon, à gauche, où on lit respectivement Geburtszeit-, Alters-, Sterbezzeitgrenze est de la main de Knapp, qui a annoté l'exemplaire de l'ouvrage de Lexis disponible à la bibliothèque de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion.

théorie des ensembles renouvelés, selon l'expression qu'allait proposer François Divisia (31). La dernière section, consacrée à l'application du calcul des probabilités à la dynamique d'une population, constitue un premier pas vers l'analyse de ce que Lexis appelait phénomènes sociaux de masse, une analyse à laquelle il consacra deux ans plus tard un autre ouvrage, à l'Université de Freiburg (*Zur Theorie der Massenerscheinung in der menschlichen Gesell-*

schaft). Elle préfigure une orientation qui culminera sur le plan institutionnel dans la direction du *Königliches Seminar für Versicherungswissenschaft*, le premier institut allemand de sciences actuarielles, fondé à Göttingen en 1896. Elle devance également les contributions majeures à la statistique mathématique qui marqueront la période fribourgeoise de la carrière scientifique de Lexis.

Ces contributions sont déterminées par la critique de Quételet. Nous

avons déjà souligné que l'école historique allemande s'est située relativement à la statistique dans un espace ouvert par Quételet, certains de ses membres s'étant même placés dans la mouvance directe du statisticien belge - c'est notamment le cas d'Adolph Wagner, une des figures dominantes de l'aile gauche du socialisme de la chaire -, mais que cette position a souvent pris la forme du rejet. La position la plus caractéristique est peut-être celle du chef de file lui-

même, Gustav Schmoller, qui dans un article écrit en 1869 (*Die neueren Ansichten über Bevölkerungs- und Moralstatistik*) avait formulé une sévère critique des idées de Quételet et de ses adeptes, en les accusant essentiellement d'avoir exploité la loi des grands nombres dans un sens déterministe et, ce qui plus est, selon une conception niveleuse et a-historique du déterminisme. Quelle que soit la pertinence de certains des arguments de Schmoller, sa critique ne débouche que dans une fin de non-recevoir et ne décèle véritablement aucun problème réclamant une solution théorique. Finalement, pour Schmoller, "les erreurs de Quételet [...] découlent de sa formation prédominante en sciences naturelles et en mathématiques", "l'insuffisance de formation philosophique et historique se transform[ant] en une ignorance arrogante et inexcusable" chez certains de ses adeptes (32).

Toute autre est la position de Lexis, qu'"une formation prédominante en sciences naturelles et en mathématiques" rendait apte à problématiser la critique de Quételet et à effectuer ainsi une percée théorique. Schmoller avait confusément senti qu'il était absurde de calculer des taux moyens de mariage ou de suicide d'une population donnée et d'en faire ensuite des probabilités s'appliquant aux individus, indépendamment de leur religion ou de leur morale (33). Mais il n'a pas été en mesure de dépasser un point de vue essentiellement philosophique. Lexis, au contraire, décèle un problème, là où Schmoller n'avait reconnu que l'absurdité d'une démarche. Dès la dernière section de son "Introduction à la théorie de la statistique de la population", rédigée à Strasbourg, il se pose la question du statut des échantillons prélevés dans une

population formée de groupes potentiellement hétérogènes, du point de vue de la caractéristique étudiée, en l'espèce la mortalité - une population que l'on désigne parfois comme un *univers* de Lexis. Cette question assigne aux conceptions de Quételet la place qui leur revient, celle d'un cas particulier, associé à l'hypothèse implicite d'homogénéité, et aussi de stabilité dans le temps, de la population étudiée. Elle met en évidence que la faiblesse de Quételet résidait non pas dans une formation prédominante en sciences naturelles et en mathématiques, comme le voulait Schmoller, mais dans le recours expéditif à l'induction et cela, elle le fait par une démarche déductive, appuyée sur les mathématiques. Elle conduit enfin au dépassement des conceptions de Quételet par l'intégration du cas particulier dans le cas général, celui de l'hétérogénéité potentielle des sous-populations appartenant à une partition donnée de la population de référence.

Cette question va également déterminer l'élaboration d'un outillage statistique, développé par Lexis, lors de son séjour à Freiburg, dont fait partie une mesure de l'homogénéité statistique d'un échantillonnage, qui compare à la dispersion d'une population donnée celle des moyennes des échantillons autour de la moyenne de la population, une mesure qui porte le nom de *rapport de Lexis*. Ce rapport est égal, à une constante multiplicative près, à la caractéristique chi-deux introduite par Karl Pearson un quart de siècle plus tard, mais il aura fallu un autre quart de siècle pour que la priorité de Lexis soit reconnue par Ronald A. Fisher. L'œuvre de Lexis est en effet restée largement ignorée des statisticiens anglais auxquels on doit le dévelop-

pement de la théorie classique de l'inférence statistique, à l'exception de Edgeworth.

L'œuvre statistique de Lexis a été poursuivie par son élève Ladislaus von BORTKIEWICZ (1868-1931). Après des études juridiques à l'Université de Saint-Petersbourg, au cours desquelles il publie un article dans le domaine de la statistique mathématique, von Bortkiewicz (ou von Bortkewitsch, selon l'orthographe qu'il utilisait à cette époque) vint à Strasbourg en 1891 afin de suivre des cours d'économie politique et de statistique, notamment ceux de Knapp. L'année suivante il soutint une thèse de doctorat sur la détermination de l'espérance de vie dans les populations non stationnaires (*Die Mittlere Lebensdauer: Die Methoden ihrer Bestimmung und ihr Verhältnis zur Sterblichkeitsmessung*), préparée à Göttingen sous la direction de Lexis. Ce travail prolonge les contributions de Knapp et Lexis à la démographie mathématique et marque, avec son article russe, son entrée dans le domaine des sciences actuarielles auquel il va continuer à s'intéresser pendant toute sa vie.

Revenu à Strasbourg en 1895, il obtient l'habilitation et devient *Privatdozent* jusqu'à son retour à Saint-Petersbourg en 1898. Pendant ce deuxième séjour strasbourgeois, il fait des cours sur les assurances sociales et en statistique mathématique. Il publie également dans ces deux domaines, particulièrement dans le dernier, où il systématise les contributions de Lexis (*Kritische Betrachtungen zur theoretischen Statistik*, 1894, 1895, 1896). Parmi ces publications, il convient de distinguer un petit ouvrage qui conféra une notoriété certaine à son auteur, *Das Gesetz der kleinen Zahlen*, écrit à Strasbourg au cours des années 1896 et 1897, quoique publié par une mai-

son d'édition de Leipzig l'année suivante. Dans cet ouvrage, von Bortkiewicz poursuit l'analyse de l'échantillonnage au sein d'une population potentiellement hétérogène, initiée par Lexis. Il montre que lorsque la probabilité d'un événement est tellement faible que le nombre de fois où il se produit reste très petit malgré le nombre très grand d'observations, ou plus exactement malgré la taille très élevée des échantillons, l'hétérogénéité de la population de référence compte peu, en ce sens que la dispersion des caractéristiques des échantillons semble imputable exclusivement au hasard et non pas à leur appartenance à ces sous-populations distinctes. Il fournit ainsi la clef du succès du queteletisme, malgré l'insuffisance de ses fondements. Appliquée souvent à des événements rares, tels que le suicide, la démarche qui consistait à passer trop vite des fréquences observées sur des échantillons donnés à des probabilités attribuées à la population de référence, comme si ces échantillons étaient toujours prélevés dans des sous-populations homogènes, n'avait pas à payer trop cher le prix de sa naïveté, précisément parce que l'hétérogénéité de fait n'avait dans ce cas que des conséquences négligeables. Von Bortkiewicz donne lui-même quelques exemples d'un tel accord entre les valeurs observées et les valeurs estimées à partir d'une telle démarche cavalière, basés sur des séries statistiques de suicides et d'accidents. Un de ces exemples, illustrant combien la distribution d'événements rares peut être bien ajustée par une loi de Poisson, malgré la vraisemblable variabilité du paramètre de cette loi, d'un strate de la population à l'autre et d'une date à l'autre, est devenu célèbre. Il s'agit de la distribution des coups de sabot mortels dans les diffé-

rents corps de l'armée prussienne entre 1875 et 1894. Ces exemples, autant que les développements théoriques qui leur confèrent une signification, ont par ailleurs attiré l'attention des statisticiens sur l'importance pratique de la loi de Poisson comme loi de probabilité gouvernant les événements rares, une conséquence de la contribution de von Bortkiewicz qu'il faut plutôt regarder comme un sous-produit.

Malgré la systématisation des contributions de Lexis opérées par von Bortkiewicz, il leur manquait encore un fondement mathématique solide, qui ne leur sera donné qu'une dizaine d'années plus tard, dans *Zur Theorie der Stabilität statistischer Reihen* (1918-1919), par Alexandre Alexandrovitch TCHOUPROV (1874-1926), à l'issue d'une importante correspondance avec le grand probabiliste Markov, qui s'étale entre 1910 et 1917 et au cours de laquelle le premier attire l'attention du dernier sur les travaux de Lexis et de von Bortkiewicz. Tchouprov (Tschuprow, dans la translittération allemande), après des études de mathématiques à l'Université de Moscou, achevées par la rédaction d'un mémoire sur le calcul des probabilités en tant que fondement de la statistique théorique, était venu préparer sous la direction de Knapp un doctorat d'économie à l'Université de Strasbourg, où il est resté de 1897 à 1901. Sa thèse, *Über den Begriff und die Formen der Feldgemeinschaft* (1901), porte sur le mir, la communauté villageoise russe; elle a été incorporée dans un ouvrage plus étendu, *Die Feldgemeinschaft, Eine Morphologische Untersuchung*, publié en 1902 dans la collection des travaux du séminaire de Knapp, dont il constitue un élément caractéristique. Tchouprov est ainsi un exemple de plus de

cette propension à poursuivre en parallèle ou à tour de rôle une démarche historique et une démarche mathématique qu'ont manifestée Knapp, Lexis ou von Bortkiewicz. C'est d'ailleurs ce dernier, son compatriote, dont Tchouprov avait fait la connaissance à Berlin, qui le présente à Lexis et qui détermine vraisemblablement l'orientation ultérieure de ses recherches en statistique théorique. Du commun séjour strasbourgeois date le début d'une relation scientifique étroite entre les deux statisticiens russes qui se poursuivra jusqu'à la mort de Tchouprov.

Ce qui précède indique clairement l'existence d'une filière dont les contributions de Knapp, Lexis, von Bortkiewicz et Tchouprov constituent les étapes successives et dont le déroulement est d'une manière ou d'une autre rattaché à l'Université de Strasbourg. Cette filière peut être identifiée à la naissance de la théorie de l'inférence statistique, même si la théorie moderne s'est plutôt développée à partir des travaux des statisticiens anglais, particulièrement Pearson, Gosset (Student) et surtout Fisher, dans le premier tiers du vingtième siècle. Il est toutefois intéressant de remarquer qu'en 1921 c'est encore cette filière "continentale" qui est privilégiée par Keynes dans son *Treatise on Probability*, lorsqu'il aborde les fondements de l'inférence statistique.

La position de Keynes est intéressante, non seulement parce que les travaux de l'école anglaise, notamment ceux de Fisher, se poursuivaient déjà dans son environnement immédiat, mais aussi parce que la conception des probabilités sous-jacente à l'orientation de l'école de Lexis est, comme il le souligne lui-même, très différente, voire opposée à la sienne. Si Keynes soutient en effet que la pro-

bilité doit être interprétée comme une relation logique, plus faible que l'implication, entre une prémisse et une conclusion, conduisant à un certain degré de croyance rationnelle dans la vérité de la conclusion, les auteurs de l'école de Lexis partageaient la conception dominante à l'époque - la plus naturelle aussi pour des théoriciens de l'inférence statistique - selon laquelle la probabilité est une fréquence théorique pouvant s'exprimer comme la limite des fréquences observées, lorsque le nombre d'observations tend vers l'infini. Cette conception, déjà énoncée par Poisson, reçoit sa formulation la plus achevée dans deux articles publiés en 1919, après la rédaction du *Treatise* et ignorés par Keynes, *Fundamentalsätze der Wahrscheinlichkeitsrechnung et Grundlagen der Wahrscheinlichkeitsrechnung*. L'auteur de ces articles, Richard von MISES (1883-1953), enseigne alors à Dresden, après avoir été Professeur extraordinaire de mathématiques appliquées à l'Université de Strasbourg, de 1909 à 1914. C'est d'ailleurs à Strasbourg qu'il rédige son premier article dans ce domaine, *Über die Grundbegriffe der Kollektivmasslehre* (1912), où il commence par se référer à Lexis, dont la notion de phénomène de masse lui a certainement fourni une motivation pour l'élaboration du concept de suite aléatoire, à laquelle il allait procéder.

Avec von Mises, nous atteignons les frontières de notre domaine. Que le lecteur nous pardonne donc de conclure cette section par quelques remarques à son sujet. La première est que c'est lui qui nous fait franchir pour la première fois, à l'Université de Strasbourg, le seuil de la Faculté de mathématiques et sciences naturelles, toutes les autres figures citées au titre de la statistique mathématique ayant ensei-

gné ou étudié à la Faculté de droit et des sciences politiques. La seconde est que von Mises va par la suite jouer un rôle considérable dans la reconnaissance sur le plan institutionnel du domaine spécifique des mathématiques appliquées dont il relève formellement à Strasbourg : il fonde à son arrivée à Berlin, en 1920, l'Institut de Mathématiques Appliquées et crée en 1921 la *Zeitschrift für angewandte Mathematik und Mechanik*, institutions qui toutes deux devancent des institutions analogues, en Europe et aux Etats-Unis. La troisième est qu'il est le frère du grand économiste viennois Ludwig von Mises et qu'il maintient pendant son séjour à Strasbourg, comme plus tard à Berlin ou à Istanbul, des relations régulières et étroites avec le milieu intellectuel viennois, notamment (plus tard) avec le Cercle de Vienne. La dernière enfin, est que c'est de sa période strasbourgeoise que date le développement de son intérêt pour Rainer Maria Rilke, dont il deviendra un spécialiste et dont il réunira une importante collection, déposée à Harvard, où se terminera sa carrière universitaire.



Richard von MISES

VERS L'ECONOMIE THEORIQUE

Que des auteurs appartenant à l'école historique, et même, comme Knapp, figurant parmi ses plus illustres représentants, aient contribué au développement de la statistique théorique ne doit pas nous surprendre. Même si l'analyse est l'instrument indispensable de cette contribution, c'est encore au service de l'induction qu'elle opère, c'est encore la remontée des observations aux estimations, des fréquences statistiques aux probabilités *a posteriori* qui est visée en dernier ressort. Plus difficile est d'imaginer une similaire contribution à l'analyse économique, où le travail théorique consiste d'abord à définir des concepts et à opérer par voie déductive sur des hypothèses, comme il serait d'ailleurs peu aisé d'imaginer que la contribution à la statistique s'étende à l'économétrie, où les données ne sont pas seulement l'objet d'un traitement autonome, mais aussi d'une insertion dans un modèle préconstruit.

On ne s'étonnera donc pas de voir l'Université de Strasbourg jouer à cette époque un rôle beaucoup plus modeste du côté de l'économie théorique. Comme on ne s'étonnera pas de constater que ce sont essentiellement les mêmes personnages que l'on verra défiler dans cette section : ceux que leur formation mathématique rendait non seulement aptes à contribuer au développement de la statistique théorique, mais aussi plus ouverts à la démarche déductive que combattait l'école historique.

Le premier de ces personnages est à nouveau Knapp. On sait déjà qu'après son arrivée à Strasbourg, Knapp abandonne la démographie mathématique et la statistique et aborde un autre domaine de recherche, l'histoire de l'économie rurale. L'œuvre de Knapp s'insère alors parfaitement dans le programme de l'école historique. A la fin du siècle, nous assistons cependant à une seconde et dernière réorientation de sa recherche vers un thème qui semble relever de la théorie monétaire. En 1905, à 63 ans, Knapp publie sa *Staatliche Theorie des Geldes*, un ouvrage, commençant une suite de publications sur le même thème, où il propose une conception de la monnaie en tant que moyen de paiement créé par l'ordre juridique et recevant sa valeur de l'Etat indépendamment de son support matériel. Cet ouvrage a connu un considérable retentissement. Si l'on en croit Schumpeter, il a même déchaîné une tempête dans un verre d'eau. Très souvent combattue, la thèse de Knapp a pourtant soulevé l'enthousiasme de ceux pour qui la critique du métallisme n'était qu'une arme dirigée contre l'étalon-or et l'hégémonie que celui-ci conférerait à la place de Londres, de ceux pour qui le nominalisme se confondait avec le rejet de la théorie quantitative de la monnaie et ouvrait la voie à l'assouplissement de la discipline monétaire, de ceux enfin pour qui la reconnaissance du privilège étatique de créer la monnaie était une étape vers l'apologie de l'interventionnisme. En réalité, le propos de Knapp est bien en deçà de ces positions doctrinaires qu'on a voulu en inférer et qui toutes supposent que l'Etat a le pouvoir de déterminer la valeur réelle de la monnaie, c'est-à-dire son pouvoir d'achat, alors que c'est sur sa valeur

nominale, c'est-à-dire la désignation de tel ou tel support comme unité de compte et de paiement, que porte le discours de Knapp. Keynes, qui commence son *Treatise on Money* par une référence à Knapp, a parfaitement saisi ce point, même si on attribue parfois son intérêt pour l'économiste strasbourgeois au sentiment que la thèse centrale de la "Théorie étatique de la monnaie" constituait un premier pas vers ses propres positions en théorie et politique monétaires.

Finalement, le champ de la "Théorie étatique de la monnaie" n'est pas celui de la théorie monétaire ou plus généralement de l'analyse économique, à proprement parler. Si le regard de Knapp est bien celui de l'économiste, son discours porte sur des institutions ou, pour souligner le caractère très construit du discours, que ce dernier vocable ne connote peut-être pas, sur des systèmes et structures - une expression jadis à l'honneur dans l'enseignement économique français. En ce sens, la réorientation du domaine de recherche de Knapp est peut-être moins profonde qu'elle ne paraît : des systèmes et structures agricoles aux systèmes et structures monétaires, l'objet a changé mais il se situe bien sur le même champ d'investigation. Knapp en est conscient, qui débute son ouvrage par la phrase : "La monnaie est une création de l'ordre juridique ; elle s'est présentée au cours de l'histoire sous les formes les plus diverses ; une théorie de la monnaie est donc nécessairement de l'ordre de l'histoire du droit" (*eine Theorie des Geldes kann daher nur rechtsgeschichtlich sein*). Ainsi, on est toujours sur le terrain de l'histoire, même s'il faut souligner que ce terrain est travaillé par l'analyse. Dans une lettre au banquier Bendixen, avec qui il entretient une correspondance régulière pendant

quinze ans, depuis la publication de la *Staatliche Theorie des Geldes* jusqu'à la mort de son correspondant, et qui lui avait exprimé la difficulté éprouvée à lire *Philosophie des Geldes*, un ouvrage publié en 1900 par Georg SIMMEL (1858-1918) - plus tard Professeur à Strasbourg, de 1914 jusqu'à sa mort, Knapp se réfère à ce dernier dans les termes suivants : "Dans sa formation par ailleurs très étendue il manque complètement le sens de l'exact" (34). Et, trois jours plus tard, le jugement se fait plus précis : "Le juridique, le mathématique, bref le formel ne lui sied pas du tout" (35). Ces appréciations ne sont pas relevées pour ce qu'elles énoncent - ce n'est pas Simmel, rangé aujourd'hui parmi les fondateurs de la sociologie, ou plus particulièrement de la psychologie sociale, qui est en cause -, mais pour ce qu'elles dénoncent au sujet de leur auteur et, de manière plus large, au sujet d'un milieu pour lequel l'irruption des mathématiques dans une Faculté de droit n'était point insolite mais allait en quelque sorte de soi, une attitude fructueuse qui tardera par la suite à se manifester à nouveau.

Ces considérations ne doivent pas nous faire perdre de vue que l'analyse qui est au travail dans l'œuvre de Knapp n'est pas l'analyse économique, chère à Schumpeter qui, malgré un jugement d'ensemble souvent élogieux, lui reproche finalement son manque de formation théorique (36). Knapp, de son côté, reproche à son critique sa cécité de l'Etat et de l'histoire, mais, le crédite, de pair avec von Bortkiewicz, du rôle de médiateur entre le courant qu'il représente et l'économie "dite théorique" (37).

C'est précisément vers von Bortkiewicz, lui aussi juriste et mathématicien appliqué, qu'il convient maintenant de nous tourner, Lexis, le chafnön

intermédiaire dans la filière statistique de la précédente section, ayant été absent du terrain de la théorie économique pendant les deux années de son séjour strasbourgeois. Sur ce terrain Lexis ne déploiera d'ailleurs pas par la suite un esprit créatif comparable, se rangeant principalement parmi les critiques des écoles de Vienne et de Lausanne - une prise de position qui ne recouvrira cependant pas totalement celle de ses compagnons de l'école historique, car elle prendra une tournure plus technique et malgré tout plus conforme à sa formation scientifique. Toute autre est la position de von Bortkiewicz qui, dès le début de ses études juridiques à l'université de Saint-Petersbourg, où il entre en 1886, prend fait et cause pour l'économie théorique contre les conceptions de l'école historique et manifeste son intérêt pour sa version mathématique, celle que l'on indentifie d'abord à l'école de Lausanne, par opposition à l'école de Vienne. Dans une lettre de novembre 1887 - il a alors 19 ans - il écrit à Léon Walras :

"La Russie me paraît être demeurée étrangère aux progrès récents de la théorie proprement dite de notre science. La cause en est facile à constater. Les professeurs des universités russes, dominés par l'influence prépondérante de la science économique allemande, à savoir de l'école historique et éthique (*ethische Richtung der Nationalökonomie*), ont horreur, oserais-je dire, de toute théorie qui se propose pour but la découverte des lois absolues en matière politico-économique et considère les phénomènes économiques comme détachés des autres classes des phénomènes sociaux" (38).

Après avoir considéré le problème de l'objet de la science économique, von Bortkiewicz aborde la

question de la méthode et, sans émettre un jugement définitif, exprime son "vif intérêt pour la question" de l'application des mathématiques à l'économie politique" et demande à Walras de lui communiquer une liste d'ouvrages sur ce sujet. Walras lui répond aussitôt, termine sa lettre par une profession de foi dans le "succès définitif et même prochain de la mathématique en économie politique pure" (39) et lui envoie quelques-uns de ses travaux.

La réponse de von Bortkiewicz, écrite une quinzaine de jours après sa première lettre, est intéressante à plus d'un titre. Sous la forme d'une demande d'explication, von Bortkiewicz corrige en fait un passage des "Éléments d'économie politique pure". Walras lui donne raison et le prie de lui proposer désormais toutes les autres corrections qui lui sembleraient nécessaires. Von Bortkiewicz ne s'en prive pas - en réalité, il vient d'entamer une activité où il va plus tard exceller, au point de se faire craindre, celle de la critique et de la rectification. Et Walras n'hésitera pas par la suite à recourir à son correspondant sur des points techniques qu'il estime délicats.

Le deuxième aspect intéressant de la réponse de von Bortkiewicz réside dans la manière dont il entreprend auprès de Walras la défense des Viennois : "après tout il ne reste qu'un pas à faire de Menger à la méthode mathématique" (40). Et plus loin : "Les adversaires de l'économie politique pure (exacte) ont donc reconnu que la méthode mathématique est la forme la plus parfaite de la méthode qu'ils combattent ; si plusieurs des partisans de la théorie exacte ne le reconnaissent pas aujourd'hui, ils le reconnaîtront demain". En quinze jours, on est passé d'un vif intérêt pour l'économie

mathématique à une adhésion presque totale...

Presque ! Une réserve est exprimée pour clore la lettre. A vrai dire, cette réserve s'adresse à l'économie politique pure en général :

"[...] Tous les partisans de l'économie politique pure, mathématiciens et non mathématiciens, dont j'ai étudié les ouvrages, prennent pour base de leurs systèmes l'organisation actuelle de la société avec ses traits caractéristiques : liberté de travail, libre concurrence, propriété privée... Ils ne font nullement abstraction de telle ou telle autre forme d'organisation sociale et politique, ils l'envisagent plutôt comme une quantité constante. D'autre part personne n'a jamais essayé de donner une théorie exacte (pure, déductive, mathématique) de la richesse sous le régime de l'esclavage, de la féodalité ou quelque autre encore. Serait-ce tenter l'impossible ?" (41).

A première vue celui qui, quinze jours auparavant, appelait encore de ses vœux une "réaction contre l'"historisme" de l'économie politique", est déjà en passe de rejoindre le parti qu'il combattait. Si on y regarde de plus près, on doit cependant reconnaître une différence profonde entre le propos de von Bortkiewicz et l'orientation de l'école historique. Cette différence réside d'abord dans la méthode : alors que le premier rêve de voir se développer une théorie déductive des systèmes économiques du passé, la seconde s'est toujours battue pour le recours à l'induction. Par ailleurs, l'affirmation de l'historicité des types d'organisation de la société n'est pas propre à l'école historique ; elle constitue le point de départ de la critique de l'économie politique développée par Marx, un auteur que combattent les socialistes de la chaire et dont

von Bortkiewicz va par la suite devenir un spécialiste. Et l'idée de construire une "théorie de la richesse" convenant à chacun des "modes de production" en particulier n'est certainement pas étrangère à la logique du programme de recherche marxien.

Dans sa troisième lettre à Walras, écrite cinq mois plus tard, von Bortkiewicz a l'occasion de "signaler un nouveau point d'accord [entre eux deux], cette fois sur une question d'ordre plutôt pratique (politique) que purement théorique" : "Votre théorie mathématique du prix des terres, etc., n'a fait que confirmer en moi la profonde conviction que les terres et la rente doivent être l'objet de la propriété collective" (42).

Si nous nous sommes arrêtés sur ce premier échange épistolaire entre von Bortkiewicz et Walras, c'est qu'il convenait de souligner que le jeune économiste que l'Université de Strasbourg accueille d'abord comme étudiant et recrute ensuite comme enseignant est un adversaire convaincu de l'école historique allemande et un sympathisant de positions politiques, non sans rapport avec son orientation théorique, bien plus radicales que celles des socialistes de la chaire. Von Bortkiewicz a conscience des implications de son déphasage par rapport à son environnement. Il écrit en effet à Walras, peu après son arrivée à Strasbourg :

"[...] La carrière que j'ai choisie et mes vues sur l'avenir exigent de moi que j'abandonne pour quelques années au moins l'élaboration de questions de mathématique appliquée aux sciences sociales. Vous connaissez trop bien, Monsieur, l'état actuel de la science pour douter qu'avec des ouvrages de pure théorie je n'arriverais à rien, et cela d'autant plus en Russie demeurée jusqu'ici

étrangère à la réaction qui s'est produite dans toute l'Europe contre les excès de l'historisme allemand" (43).

Ces considérations peuvent contribuer à expliquer, autant que la brièveté de son séjour strasbourgeois, d'ailleurs bien occupé par des contributions significatives dans le domaine de la statistique mathématique, le fait que von Bortkiewicz n'ait réalisé à Strasbourg aucune production importante sur le terrain de l'économie théorique, alors même qu'il avait déjà publié auparavant un intéressant compte rendu de la deuxième édition des "Eléments d'économie politique pure" (44), où il défendait Walras contre les critiques de Edgeworth. Elles aident également à comprendre que malgré la grande notoriété acquise par la suite et ayant été Professeur pendant trente ans à l'Université de Berlin, il n'ait jamais pu accéder à une chaire - il ne deviendra en effet Professeur ordinaire, à 52 ans, qu'à titre personnel, à la suite d'une mesure générique. Elles permettent enfin d'entrevoir le rôle de Knapp, bien plus discret que celui de Schmoller, mais certainement plus positif par l'ouverture qu'il a ménagée au moins indirectement au travail théorique, aussi bien sur le plan statistique qu'économique.

Il ne nous appartient pas d'aborder ici les contributions ultérieures de von Bortkiewicz à l'économie théorique, parmi lesquelles il faudrait certainement distinguer la solution, en 1907, du problème de la transformation des valeurs marxiennes en prix de production - un problème que Lexis aurait été le premier à poser correctement, en 1885, neuf ans avant la publication du Livre III du "Capital" (45). Ce problème n'a sûrement pas, en soi, l'importance que lui ont attachés maints auteurs, marxistes ou non, pen-

dant tout un siècle déjà. Mais la contribution de von Bortkiewicz présente non seulement une remarquable discussion de l'oeuvre économique de Marx et de ses critiques mais aussi une première tentative de formalisation (inspirée par un travail sur Ricardo d'un autre Russe, Dmitriev, sur lequel Tchouprov avait attiré son attention), qui annexe l'économie marxienne au champ de l'économie mathématique. Elle doit également être envisagée comme un jalon décisif dans la constitution, une cinquantaine d'années plus tard, d'un courant néo-ricardien, associé à l'oeuvre de Sraffa, manifestement marquée par von Bortkiewicz. Enfin, elle n'est peut-être pas tout à fait étrangère au développement des idées d'un autre émigré russe et futur Prix Nobel, auquel on doit le cadre interindustriel de la comptabilité nationale, instrument indispensable de prévision et de planification : Wassily Leontief, né lui aussi à Saint-Petersbourg et venu en 1925 préparer un doctorat à Berlin, où il travaille sous la direction de von Bortkiewicz.

Ces quelques remarques ont essentiellement pour objectif de souligner l'importance du rôle ultérieur de von Bortkiewicz dans le domaine de l'économie théorique, mais aussi d'en caractériser la nature, celle - qu'il reconnaît lui-même - de la médiation et de la critique. Pendant son séjour strasbourgeois, sa seule contribution dans ce domaine est précisément un compte rendu critique du "Cours d'Economie Politique" (1896-1897) de Vilfredo Pareto, le successeur de Walras à Lausanne : *Die Grenznutzen-theorie als Grundlage einer ultra-liberalen Wirtschaftspolitik*, publié en 1898 dans la revue éditée par Schmoller. Comme son titre le laisse tout de suite deviner, la critique développée par von Bortkiewicz se situe davantage

sur un terrain politique ou doctrinaire que sur le terrain technique. Curieusement, l'extrémisme des positions de Pareto oblige von Bortkiewicz à se placer parfois du côté de ses adversaires historistes. Pour Pareto, les socialistes de la chaire, "les moins raisonnables de tous", "ont imaginé une théorie, dite de l'"Etat éthique", qui est bien le songe le plus dénué de réalité qui ait jamais hanté l'esprit humain ; et c'est, probablement, parce qu'ils méprisent, sur cette matière, toutes les leçons de l'histoire, qu'ils s'octroient le titre d'"école historique" (46). Von Bortkiewicz est obligé de faire remarquer que l'Etat des penseurs libéraux, et avant tout de Pareto lui-même, tout comme l'Etat des socialistes de la chaire, se réfère non pas à une réalité, mais à une norme. Pareto est donc accusé de confondre les deux plans du *Sein* et du *Sollen*, comme il venait d'être accusé d'amalgamer liberté spirituelle et liberté économique, et aussi exercice individuel et exercice collectif de la contrainte - confusion qui l'avait d'ailleurs conduit à mettre sous le même chapeau l'esclavage et la législation protectrice du travail. Plus loin, il sera au contraire accusé de séparer de façon absolue libéralisme et socialisme, au point de ne pas se rendre compte que sa propre argumentation en faveur de l'intervention de l'Etat dans les secteurs qui constituent des quasi-monopoles naturels fait de cette intervention une question de fait et non pas de principe, et transforme en un spectre de degrés d'interventionnisme étatique, l'antinomie libéralisme-socialisme.

Von Bortkiewicz ne se borne pas à reprocher à Pareto son dogmatisme, il soumet également à un examen critique son assertion que le choix technologique déterminé par un mécanisme concurrentiel est celui auquel par-

viendrait le ministre de la production d'un Etat socialiste, cherchant à maximiser le bien-être de ses administrés. Cette proposition est le point de départ d'une très importante controverse portant sur la comparaison des mécanismes d'affectation de ressources au sein des économies de marché et des économies dotées d'un plan central, une controverse initiée par des articles de Barone en 1908 et de Ludwig von Mises - le frère de Richard - en 1920 et qui s'est principalement développée dans les années trente. Elle préfigure également les deux théorèmes fondamentaux de l'économie normative, selon lesquels tout équilibre concurrentiel est optimal et, conditionnellement à une redistribution forfaitaire des patrimoines, tout optimum peut être atteint par un équilibre concurrentiel. La critique de von Bortkiewicz est intéressante parce qu'elle porte entièrement sur le concept de maximum de bien-être pour les individus composant la société, un concept manifestement mal fondé étant donnée l'impossibilité, d'ailleurs soulignée dans le "Cours", d'effectuer des comparaisons interindividuelles de bien-être. La manière de procéder de Pareto, qui suppose en fait une maximisation, à prix donnés, du produit national, confère à son résultat un caractère fortement tautologique qui en diminue la portée et qui ne sera transcendé qu'une fois construit le concept pertinent d'optimalité - l'impossibilité d'accroître le bien-être d'un individu sans diminuer la satisfaction d'autrui, celui même que Pareto introduira neuf ans plus tard dans son *Manuale di economia politica* (1906) et auquel son nom restera définitivement attaché.

Un autre aspect de la critique de von Bortkiewicz, qui intéresse davantage notre propos, concerne la nature

même de l'économie théorique. Selon la conception optimiste de Pareto, le progrès de la statistique permettra un jour d'estimer les paramètres du système d'équilibre général, en vue de calculer exactement les variations de certaines grandeurs induites par des changements des autres variables. Von Bortkiewicz place une telle conception sur le terrain des fantaisies, en soulignant la différence essentielle entre les relations hypothétiques de l'économie théorique et les informations extraites des séries statistiques observées : "dans le premier cas il est supposé que l'offre ou bien la demande émane, à des prix différents, des mêmes personnes et que les autres conditions restent également constantes", alors que "dans le second cas, c'est-à-dire dans la statistique, à chaque état des prix correspond une autre conjoncture faisant intervenir des milliers de facteurs en continuels changements, qui pour la plupart ne peuvent absolument pas être saisis en termes de nombre ou de mesure" (47).

Le pessimisme exprimé par von Bortkiewicz à l'égard du programme économétrique, en tout cas à l'égard d'une conception naïve de ce programme de recherche, ne doit pas être confondu avec un quelconque scepticisme vis-à-vis d'une économie théorique condamnée en quelque sorte à "calculer sur des éventualités et des grandeurs hypothétiques". Cela apparaît clairement dans son évaluation de la contribution de Pareto à l'analyse de la répartition des revenus. Pareto avait montré que la distribution cumulée décroissante des revenus pouvait généralement faire l'objet d'un bon ajustement logarithmique, selon une loi statistique qui porte aujourd'hui son nom. Après quelques critiques mineures sur le plan proprement statistique, von

Bortkiewicz évoque l'affirmation même que la courbe des revenus appartiendrait systématiquement à la même famille, dans les termes suivants :

"A supposer que ce soit bien le cas, qu'aurait-on gagné avec une telle connaissance ? Beaucoup, si l'on était en situation de montrer que la formule trouvée empiriquement est en même temps déductible de certaines considérations *a priori*. Extrêmement peu, si ce n'est pas le cas. Dans la première éventualité, la concordance ferait en effet conclure avec une certaine probabilité que quelque chose de réel correspond bien à ces considérations *a priori*, c'est-à-dire à ces hypothèses, bien que la conclusion ne soit pas irréfragable, puisque le même résultat peut bien découler de prémisses différentes. Mais plus grande serait la probabilité intrinsèque des hypothèses évoquées, plus difficile serait pour l'entendement de se dérober à cette conclusion. De cette manière le fait que certaines données statistiques se conforment à une formule mathématique peut parfois nous renseigner sur la réalité" (48).

Voilà une prise de position bien claire sur le caractère indispensable de la démarche théorique, même lorsque cette démarche n'est envisagée que comme une étape préliminaire de la procédure économétrique. Ces considérations méthodologiques de von Bortkiewicz sont tout de suite illustrées par la mise en évidence des deux hypothèses qui sous-tendent chez Pareto ce qui reste, en soi, un "phénomène inintelligible", sa loi de répartition des revenus. Ces hypothèses sont d'abord "qu'il existe une loi déterminée de la répartition des personnes selon leur aptitude à obtenir des revenus d'un certain niveau", ensuite "que la répartition effective

des revenus selon leur niveau est déterminée exclusivement par le degré de cette aptitude" (49). L'explicitation de ces deux hypothèses permet alors à von Bortkiewicz de critiquer l'idée paretienne selon laquelle l'influence de l'organisation sociale sur la nature de la répartition des revenus (par opposition à la fois au revenu moyen et au degré d'inégalité de cette répartition) serait négligeable. Ces hypothèses ont en effet du mal à s'accorder avec le fait, reconnu par Pareto, que sa loi ne recouvre pas les distributions des revenus du travail et du capital, séparément.

La critique de von Bortkiewicz se situe bien entendu très en deçà d'une contribution positive à la théorie de la répartition individuelle des revenus, mais il convient de noter à ce propos que cette théorie ne s'est véritablement développée qu'un demi-siècle plus tard. Par ailleurs, cette critique s'étend, plus loin, au critère même d'inégalité de la répartition, un thème auquel von Bortkiewicz reviendra en 1930 dans une communication au Congrès de l'Institut International de Statistique, généralement saluée comme importante, mais arrivée trop tard, dans l'ignorance des contributions de Gini, publiées en italien.

Si nous nous sommes arrêtés sur cet article de von Bortkiewicz, trop longtemps par rapport à sa portée intrinsèque, à sa notoriété ou encore à son importance relativement aux apports strasbourgeois à la démographie mathématique et à la statistique théorique, c'est d'abord qu'il illustre bien la présence, au sein de ce bastion de l'historisme qu'est à cette époque la Faculté de droit et des sciences politiques de l'Université de Strasbourg, d'une attitude méthodologique radicalement distincte, dont la modernité nous frappe, même lors-

qu'elle est confrontée à celle, bien plus proche, de Pareto. C'est aussi qu'elle traduit, même sur un mode critique et sans contribution positive véritable, une contiguïté avec la production scientifique en cours - et même avec ce qui en constituait à l'époque la branche la plus avancée dans notre discipline, à savoir l'économie mathématique -, contiguïté peu caractéristique de ce qui se passe (encore une fois, dans notre discipline, et jusqu'à une époque récente) dans d'autres périodes et dans d'autres universités françaises ou allemandes. C'est enfin qu'elle laisse entrevoir ce que pourrait être une conception de la science économique où le point de vue historique et l'orientation mathématique ne figureraient plus comme les termes d'une alternative mais se féconderaient mutuellement.

EPILOGUE

Notre choix de privilégier l'épisode wilhelmien dans l'histoire de la recherche économique universitaire à Strasbourg ne doit plus exhiber ce caractère arbitraire, qui a pu frapper plus d'un lecteur à la première inspection de la table des matières. Si on l'envisage dans l'absolu, on voit en effet que cet épisode est marqué par une élaboration doctrinaire à laquelle on peut associer, sur le plan politico-économique immédiat, un changement structurel aussi important que l'instauration d'un système de sécurité sociale et, sur un plan idéologique à plus long terme, une influence non négligeable, à l'échelle internationale,

sur des mouvements cherchant une voie intermédiaire entre le libéralisme et le socialisme. Il est aussi marqué par l'émergence de la seconde école historique, rajeunissant et renforçant un courant de pensée qui, même s'il nous apparaît aujourd'hui comme ayant en dernière instance retardé la progression de la théorie économique, n'en a pas moins dominé pendant plusieurs décennies l'économie politique allemande et modelé le mouvement "institutionnaliste" américain. Il est enfin marqué par le développement d'une branche des sciences actuarielles et la naissance de la théorie de l'inférence statistique, même si le hasard, le nationalisme et l'obstacle linguistique, qui, eux aussi, règlent l'histoire des sciences, ont fait de cette naissance une simple répétition générale. Pour apprécier cet épisode d'un point de vue relatif, faut-il rappeler que, comme nous l'avons vu dans le prologue, il n'existe pas en France de chaire d'économie politique, dans les Facultés de droit de province, avant 1878, une date où les réalisations évoquées étaient déjà largement entamées, sinon achevées, à Strasbourg ? Quant à l'essentiel de la période postérieure à la première guerre mondiale, malgré la présence de personnalités d'envergure nationale, l'activité scientifique en matière d'économie politique au sein de la Faculté de Droit et des Sciences Politiques de Strasbourg - devenue Faculté de Droit et des Sciences Politiques et Economiques en 1956 - n'a pas su mettre en oeuvre un programme de recherche suffisamment ambitieux, systématique et soutenu pour laisser en général une trace durable dans la mémoire internationale de la discipline.

Lorsqu'on parcourt les publications des économistes installés à l'Université de Strasbourg après 1919, et

cela pendant plusieurs décennies, on ne peut manquer d'être frappé par le fait - mais c'est plutôt un fait commun aux autres universités françaises - que ces contributions ne marquent aucune rupture, mais se situent bien en continuité avec la tradition historiciste allemande. Certes nous n'y décelons point la même ambition missionnaire, le même esprit de système, la même boulimie de données empiriques. Mais c'est toujours la même orientation monographique que nous rencontrons chez Paul GEMÄHLING (en fonctions à Strasbourg de 1919 à 1942) voire chez Henry LAUFENBURGER (en fonctions à Strasbourg de 1924 à 1942), avant que ce dernier ne précise son domaine de recherche - les finances publiques -, dans lequel il va surtout produire après son départ à l'Université de Paris et dans lequel il va devenir un spécialiste reconnu. C'est la même aspiration interdisciplinaire et la même importance conférée aux facteurs psychologiques que nous retrouvons encore chez Henry Laufengurger - qui écrira en 1956 une *Théorie économique et psychologique des finances publiques* - et surtout chez Pierre-Louis REYNAUD (en fonctions à Strasbourg pendant toute sa carrière de Professeur, de 1946 à 1978), lequel entame par *Le facteur humain dans l'évolution économique* (1942) et *Economie politique et psychologie expérimentale* (1946) une longue liste de publications dans le domaine de la psychologie économique, discipline autonome et conception méthodologique à la fois, dont il se fera un ardent propagateur. C'est encore la même préoccupation éthique que nous découvrons dans la vision humaniste d'André PIETTRE (en fonctions à Strasbourg de 1937 à 1952), perspective dans laquelle il situe *Les trois âges de l'économie* (1955), son maître ouvrage, conçu et en grande partie

réalisé à Strasbourg à partir de 1944, qui constitue une incursion dans un domaine, celui des systèmes et structures économiques, auquel l'école historique allemande avait conféré la place que l'on sait. C'est enfin la primauté donnée au travail historique proprement dit, comme source des matériaux de l'économie politique, que nous constatons dans les *Essais sur les mouvements des prix et des revenus en France de 1798 à 1820* d'Alexandre CHABERT (en fonctions à Strasbourg de 1956 à 1958 et de 1960 à 1983).

La rupture avec cette tradition globalisante, interdisciplinaire et institutionnaliste ne s'amorce qu'avec Paul CHAMLEY (en fonctions à Strasbourg pendant toute sa carrière de Professeur de 1945 à 1982, si l'on exclut deux périodes de détachement), et Paul COULBOIS (en fonctions à Strasbourg de 1952 à 1967). Par leur activité de recherche - parmi les contributions initiales du premier figure un ouvrage sur l'oligopole et le second, spécialiste d'économie monétaire et financière publie juste avant son départ ses *Eléments pour une Théorie de la Politique des Revenus* -, aussi bien que par l'enseignement qu'ils dispensent, ils introduisent à Strasbourg une orientation analytique plus conforme à la pratique scientifique dominante, celle des économistes anglophones, que des conceptions méthodologiques des historistes allemands. Historien de la pensée économique - il est notamment un des plus grands spécialistes, dans le monde, de Sir James Steuart et de la genèse de la pensée hegelienne, dont il a montré combien elle devait à l'économiste écossais (*Economie Politique et Philosophie chez Steuart et Hegel*, 1963 ; *Documents relatifs à Sir James Steuart*, 1965) -, Paul Chamley poursuit la démarche

analytique jusque dans la lecture des textes, de leur discours apparent comme du message que nous livrent leurs non dits, et apprend à ses étudiants à aborder ce travail analytique comme on s'attaque à la démonstration d'un théorème - un état d'esprit qui n'est pas sans conséquences sur le destin ultérieur de la recherche économique strasbourgeoise.

Nous nous interdirons d'évoquer les Collègues en activité, ici ou ailleurs, et le rôle, lointain déjà ou très récent, évident ou discret, qu'ils ont pu jouer dans l'histoire des sciences économiques à Strasbourg. Cet épilogue ne s'étendra donc pas, comme le titre de l'ouvrage auquel ce texte appartient, jusqu'en 1988. Nous l'arrêterons vingt ans auparavant, à l'instant où Paul Chamley engagea les économistes strasbourgeois dans un processus qui allait conduire à la création de la Faculté des Sciences Economiques (aujourd'hui Faculté des Sciences Economiques et de Gestion) dont il serait le premier Doyen, à l'insertion de cette Faculté dans une Université Louis Pasteur où les Sciences Economiques côtoient la Physique - tout comme dans le projet, vieux de deux siècles, du théologien strasbourgeois Haffner - et à une réorientation complète de l'enseignement et de la recherche dans un sens résolument analytique et dans un climat de coexistence, non seulement pacifique mais aussi fructueuse, entre l'histoire et les mathématiques.

NOTES

(1) Ph. STEINER, "J.B. Say et l'enseignement de l'économie politique en France (1816-1832)" in *Oeconomia*, Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA, Série PE, n° 6 sur *Les problèmes de l'institutionnalisation de l'économie politique en France au XIXe siècle*, 1986, p. 79.

(2) M. VENTRE-DENIS, "La première tentative en France d'un enseignement de l'économie politique dans une faculté", in *Oeconomia*, n° 6, 1986, pp. 97-102.

(3) L. LEVAN-LEMESLE, "De la société d'économie politique aux Facultés de Droit : caractères et paradoxes de l'institutionnalisation de l'économie politique en France au XIXe siècle", in *Oeconomia*, n° 6, 1986, op. cit., pp. 225 et sq. Précisons expressément que, dans ce contexte particulier, "analytique" n'est pas synonyme de "formel". En France, aussi bien l'Ecole libérale que la tradition universitaire adoptèrent une attitude résolument hostile à l'emploi des mathématiques en économie politique. Cf. Y. BRETON, "Les économistes libéraux et l'emploi des mathématiques en économie politique, 1800-1914" in *Oeconomia*, Economies et Sociétés, Cahiers de l'ISMEA, Série PE, n° 5, 1986, pp. 25-63.

(4) L'adjectif "économique" ne sera intégré dans l'intitulé de la Faculté qu'en l'année universitaire 1956-57 : à partir de cette date la Faculté s'appellera : "Faculté de Droit et des Sciences Politiques et Economiques".

(5) Il convient de remarquer ici qu'il n'existe aucune affinité théorique

entre ce que nous désignons par "économie sociale ou humaniste" et la pensée marxiste. C'est une autre caractéristique de l'économie universitaire française qui la rapproche de l'Ecole Historique Allemande. Elle est réfractaire à la fois à l'économie politique classique anglaise et au marxisme ; pour la décrire d'un mot, elle est protectionniste et conservatrice.

(6) J. HECHT, "Une héritière des Lumières et de la Physiocratie et de l'Idéologie : la première chaire française d'économie politique (1735)", in *Oeconomia*, n° 6, 1986, op. cit., p. 10.

(7) I. HAFFNER, *De l'éducation littéraire ou Essai sur l'organisation d'un établissement pour les hautes sciences*, Strasbourg, 1792, p. 232.

(8) J. HECHT, art. cit., p. 40.

(9) Ibid., p. 41.

(10) Ibid., p. 37.

(11) Ibid., p. 41.

(12) L. LEVAN-LEMESLE, art. cit., p. 249.

(13) Ch. RIST "L'Ecole Historique et la querelle des méthodes", in Ch. GIDE et Ch. RIST, *Histoire des doctrines économiques*, Paris, 1947, t. II, pp. 449-450.

(14) L. LEVAN-LEMESLE, art. cit., p. 232.

(15) Wilhelm STIEDA, "Zur Erinnerung an Gustav Schmoller und seiner Strassburger Zeit", in *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, XLV (1921), p. 1168.

(16) Lettre à Bendixen du 10 avril 1919, in G.F. KNAPP - F. BENDIXEN, *Zur Staatlichen Theorie des Geldes. Ein Briefwechsel, 1905-1920*, Basel/Tübingen, 1958, p. 199.

(17) G. SCHMOLLER, "Über einige Grundfragen des Rechts und der Volkswirtschaft", in *Über einige Grundfragen der Sozialpolitik und der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, 1904, p. 15.

(18) Ibid., pp. 41-42.

- (19) Ibid., pp. 16-17.
- (20) Ibid., p. 44.
- (21) L.c.
- (22) Op. cit., pp. 196-197.
- (23) Cf. notamment op. cit., pp. 130-131.
- (24) G. SCHMOLLER, "Wechselnde Theorien und feststehende Wahrheiten im Gebiete der Staats- und Sozialwissenschaften und die heutige deutsche Volkswirtschaftslehre" (1897), in *Über einige Grundfragen der Sozialpolitik und der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, 1904, p. 386.
- (25) Cité par G. SCHMOLLER, "Die Schriften von K. Menger und W. Dilthey zur Methodologie der Staats- und Sozialwissenschaften", (1883), in *Zur Literaturgeschichte der Staats- und Sozialwissenschaften*, Leipzig, 1888, p. 282.
- (26) Op. cit., p. 284.
- (27) Op. cit., pp. 281 et 279-280.
- (28) Ibid., p. 278.
- (29) Cf. W. STIEDA, "Zur Erinnerung an Gustav Schmoller und seine Strassburger Zeit", in *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, XLV (1921), pp. 1163-1164.
- (30) J.A. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, London, 1954, p. 810.
- (31) Cf. à ce propos Oskar LANGE, *Political Economy*, vol. 2, Varsovie, 1971, pp. 121-122 et 135 n.
- (32) Gustav SCHMOLLER, op. cit., in *Zur Literaturgeschichte der Staats- und Sozialwissenschaften*, Leipzig, 1888, p. 186.
- (33) Ibid., p. 184.
- (34) Lettre du 29 août 1906, in G.F. KNAPP - F. BENDIXEN, *Zur staatlichen Theorie des Geldes, Ein Briefwechsel 1905-1920*, Basel/Tübingen, 1958, p. 34.
- (35) Lettre du 1er septembre 1906, ibid., p. 35.
- (36) Joseph A. SCHUMPETER, *History of Economic Analysis*, London, 1954, p. 811 n.; cf. aussi pp. 1090-1.
- (37) Lettre à Bendixen du 10 août 1918, in G.F. KNAPP - F. BENDIXEN, op. cit., p. 195.
- (38) Lettre du 5 novembre 1887, in *Correspondence of Leon Walras and Related Papers*, edited by William Jaffé, Amsterdam, 1965, vol. II, p. 230 (Lettre 818).
- (39) Lettre du 11 novembre 1887, ibid., p. 232 (lettre 819).
- (40) Lettre non datée, reçue le 23 novembre 1887, ibid., p. 234 (lettre 820).
- (41) L.c., p. 235.
- (42) Lettre du 24 avril 1888, l.c., p. 245 (lettre 829).
- (43) Lettre du 13 septembre 1891, l.c., p. 463 (lettre 1024).
- (44) Dans la *Revue d'Economie Politique*, IV (1890), pp. 80-86.
- (45) Cf. la préface de Engels in Karl MARX, *Das Kapital, Kritik der politischen Ökonomie*, Buch III (1894), Berlin, 1964, pp. 16-17. La contribution de Lexis figure dans les *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik (Conrads Jahrbücher)*, XI (1885), pp. 452-465, celles de von Bortkiewicz dans la même revue, XXXIV (1907), pp. 319-335 ("Zur Berichtigung der grundlegenden theoretischen Konstruktion von Marx im dritten Band des 'Kapital'") et dans *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*, XXIII (1906), pp. 1-50, XXV (1907), pp. 10-51 et 445-488 ("Wertrechnung und Preisrechnung im Marxschen System").
- (46) Vilfredo PARETO, *Cours d'Economie Politique*, Nouvelle édition par G.H. Bousquet et G. Vusino, Genève, 1964, II, pp. 53 et 54 (§ 655).
- (47) Ladislaus von BORTKIEWICZ, "Die Grenznutzentheorie als Grundlage einer ultra-liberalen Wirtschaftspolitik", in *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft (Schmollers Jahrbuch)*, XXII (1898), p. 1191.
- (48) Op. cit., p. 1206.
- (49) Op. cit., p. 1207.

BIBLIOGRAPHIE

PRINCIPALES
PUBLICATIONS REALISEES
A STRASBOURG DANS LA
PERIODE ETUDIEE

von BORTKIEWICZ Ladislaus

- Kritische Betrachtungen zur theoretischen Statistik, II, III, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Dritte Folge, X(1895), 321-360, XI(1896), 671-705.

- Die finanzielle Stellung des Reichs zur Arbeiterversicherung, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, Dritte Folge, XII(1896), 528-563.

- *Das Gesetz der kleinen Zahlen*, Leipzig, B.G. Teubner, 1898.

- Die Grenznutzentheorie als Grundlage einer ultra-liberalen Wirtschaftspolitik, *Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reich*, XXII(1898), 1177-1216.

BRENTANO Lujo

- Die beabsichtigte Alters- und Invalidenversicherung für Arbeiter und ihre Bedeutung, *Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik*, XVI (1888), 1-46.

HERKNER Heinrich

- *Die oberelsässische Baumwollindustrie und ihre Arbeiter*, Abhandlungen aus dem staatswissenschaftlichen Seminar zu Strassburg, IV, Strassburg, K.J. Trübner, 1887.

KNAPP Georg Friedrich

- *Die Bauernbefreiung und der Ursprung der Landarbeiter in den älteren Teilen Preussens* (1887), in *Ausgewählte Werke*, II, III, München, Duncker & Humblot, 1927.

- *Die Landarbeiter in Knechtschaft und Freiheit* (Leipzig, Duncker & Hum-

blot, 1891), in *Ausgewählte Werke*, I, München, Duncker & Humblot, 1925.

- *Grundherrschaft und Rittergut* (Leipzig, Duncker & Humblot, 1897), in *Ausgewählte Werke*, I, München, Duncker & Humblot, 1925.

- *Staatliche Theorie des Geldes*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1905.

- *Zur Staatlichen Theorie des Geldes*, Ein Briefwechsel (mit Friedrich BENDIXEN) 1905-1920, ausgewählt und herausgegeben von Kurt Singer, Basel, Kyklos & Tübingen, J.C.B. Mohr, 1958.

LEXIS Wilhelm

- *Einleitung in die Theorie der Bevölkerungsstatistik*, Strassburg, K.J. Trübner, 1875.

von MISES Richard

Über die Grundbegriffe der Kollektivmasslehre, *Jahresbericht der Deutschen Mathematiker Vereinigung*, XXI (1912), 9-20.

SARTORIUS Freiherr von WALTERSHAUSEN August

- *Die Arbeits-Verfassung der englischen Kolonien in Nordamerika*, Strassburg, K.J. Trübner, 1894.

SCHMOLLER Gustav

- Rede zur Eröffnung der Besprechung über die sociale Frage in Eisenach den 6. Oktober 1872, in *Zur Social- und Gewerbepolitik der Gegenwart*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1890.

- Die Sociale Frage und der preussische Staat (1874), in *Zur Social- und Gewerbepolitik der Gegenwart*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1890.

- Die Natur des Arbeitsvertrags und der Kontraktbruch (1874), in *Zur Social- und Gewerbepolitik der Gegenwart*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1890.

- Strassburgs Blüte und die volkswirtschaftliche Revolution im 13. Jahrhun-

dert (1874), in *Deutsches Städtewesen in älterer Zeit*, Bonn, K. Schroeder, 1922.

- Über einige Grundfragen des Rechts und der Volkswirtschaft, Ein offenes Sendschreiben an Herrn Professor Dr. Heinrich von Treitschke (1874-1875), in *Über einige Grundfragen der Sozialpolitik und der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1904.

- Strassburg zur Zeit der Zunftkämpfe und die Reform seiner Verfassung und Verwaltung im 15. Jahrhundert (1875), in *Deutsches Städtewesen in älterer Zeit*, Bonn, K. Schroeder, 1922.

- *Die Strassburger Tucher- und Weberzunft*, Urkunden und Darstellung nebst Regesten und Glossar, Ein Beitrag zur Geschichte der deutschen Weberei und des deutschen Gewerberechts vom XIII.-XVII. Jahrhundert, Strassburg, K.J. Trübner, 1879.

- Die Gerechtigkeit in der Volkswirtschaft (1881), in *Zur Social- und Gewerbepolitik der Gegenwart*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1890, ou *Über einige Grundfragen der Sozialpolitik und der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Duncker & Humblot, 1904.

TSCHUPROW Alexander

- *Über den Begriff und die Formen der Feldgemeinschaft*, Inaugural-dissertation zur Erlangung der staatswissenschaftlichen Doctorwürde, Strassburg, K.J. Trübner, 1901.

- *Die Feldgemeinschaft, Eine morphologische Untersuchung*, Abhandlungen aus dem staatswissenschaftlichen Seminar zu Strassburg, XVIII, Strassburg, K.J. Trübner, 1902.

NOTICES INDIVIDUELLES

sur von BORTKIEWICZ

- ANDERSON Oskar, in *Zeitschrift für Nationalökonomie*, III (1931), 242-250.
- GUMBEL E.J., in *IESS* (1968).
- MELDOLESI Luca, in *NP* (1987).
- SCHUMPETER Joseph A., in *Economic Journal*, XLII (1932), 338-340.
- ZABELL Sandy L., in *ESS* (1982).

sur BRENTANO

- KISCH Herbert, in *IESS* (1968).
- SCHEFOLD Bertram, in *NP* (1987).

sur KNAPP

- SCHEFOLD Bertram, in *NP* (1987).
- SCHWEITZER Arthur, in *IESS* (1968).

sur LEXIS

- von BORTKIEWICZ Ladislaus, in *Bulletin de l'Institut International de Statistique*, XX (1915), 1ère livraison, 328-332.
- HEISS Klaus-Peter, in *IESS* (1968).
- ZABELL Sandy L., in *ESS* (1982).
- ZABELL Sandy L., in *NP* (1987).

sur von MISES

- GEIRINGER Hilda, in *IESS* (1968).
- GOLDSTEIN Sydney, in *Selected Papers of Richard von Mises*, Providence R.I., American Mathematical Society, 1963, I, ix-xiv.

sur SCHMOLLER

- FISCHER Wolfram, in *IESS* (1968).
- SCHEFOLD Bertram, in *NP* (1987).

sur TCHOUPROV

- SENETA E., in *ESS* (1982) (entrée CHU-PROV).
- ESS: Encyclopedia of Statistical Science*, New York, Wiley & Sons, 1982.
- IESS: International Encyclopedia of the Social Sciences*, New York, Macmillan and The Free Press, 1968.
- NP: The New Palgrave, A Dictionary of Economics*, London, Macmillan, 1987.

AUTRES ARTICLES ET OUVRAGES RELATIFS A LA PERIODE ETUDIEE

ASHLEY W.J.

- Socialists of the chair, in *The New Palgrave, A Dictionary of Economics*, London, Macmillan, 1987 (reprinted from *Palgrave's Dictionary of Political Economy*, 1926).

BORN Karl Erich

- Kathedersozialisten, in *Handwörterbuch der Wirtschaftswissenschaft*, Stuttgart, G. Fischer, 1978.

BRENTANO Lujo

- *Elsässer Erinnerungen*, Berlin, E. Reiss, 1917.

JAFFE William

- *Correspondence of Léon Walras and Related Papers*, edited by -, II (1884-1897), III (1898-1909), Amsterdam, North-Holland, 1965.

KEYNES John Maynard

- *A Treatise on Probability*, London, Macmillan, 1921.

OBERSCHALL Anthony

- *Empirical Social Research in Germany 1848-1914*, The Hague, Mouton, 1965.

ONDAR Kh. O.

- *The Correspondence Between A.A. Markov and A.A. Chuprov on the Theory of Probability and Mathematical Statistics*, edited by -, New York, Springer, 1981.

RIST Charles

- L'Ecole Historique et la querelle des méthodes, in Charles GIDE et Charles RIST, *Histoire des doctrines économiques*, II, Paris, Sirey, 1947.

SCHINZINGER F.

- German historical school, in *The New Palgrave, A Dictionary of Economics*, London, Macmillan, 1987.

SCHMÖLDERS Günter

- Historische Schule, in *Handwörterbuch der Wirtschaftswissenschaft*, Stuttgart, G. Fischer, 1978.

SCHUMPETER Joseph A.

- *History of Economic Analysis*, London, Allen & Unwin, 1954.

SPIETHOFF Arthur

- *Gustav von Schmoller und die deutsche geschichtliche Volkswirtschaftslehre*, Dem Andenken an Gustav von Schmoller, Festgabe zur hundersten Wiederkehr seines Geburtstages 24. Juni 1938, herausgegeben von -, Berlin, Duncker & Humblot, 1938 (*Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reiche*, 62, II).

STIEDA Wilhelm

- Zur Erinnerung an Gustav Schmoller und seine Strassburger Zeit, *Schmollers Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reiche*, 45 (1921), 1155-1193.

HISTORY OF ECONOMIC ANALYSIS AS ANALYSIS OF HISTORIC ECONOMICS

RODOLPHE DOS SANTOS FERREIRA*

Université de Strasbourg

BETA

The paper aims to make a claim for a retrospective approach to history of economic analysis. While not denying that a contextualised methodology might be useful, or maybe even imperative in some cases, the history of economic analysis we favour should consist in the inquiry of 'historic' (i.e., ancient) concepts and theories from a contemporary point of view. This implies that our discipline is viewed as more fruitful when practised 'by' and 'for' contemporary scholars at the frontier of economics. Our plea for a 'recurrent' history of economic analysis ensues.

1. INTRODUCTION

By *history of economic analysis* Schumpeter (1954) meant, as he wrote in the very first sentence of his book, «the history of the analytic or scientific aspects of economic thought». Following his approach, I will leave out of my scope the history of economic doctrines, even when closely linked to an identifiable corpus of theory (such as liberalism, socialism, Marxism, Keynesianism, monetarism, and all other possible -isms), as well as the history of spontaneous economic representations (like 'the market' or 'globalization'). To say it differently, I will approach the history of economics as a branch of history of science, or rather of the history of *the sciences*, as the French say, thus emphasizing the discipline differentiation and opening the way for a high degree of autonomy of each branch.

Margaret Schabas (1992) uses the subtitle «History of economics as history of science» with the same kind of formulation but in an almost opposite sense, suggesting that history of economics is about to «break away» from their disciplinary base and that «there are signs that our field is merging with the history of science», which in her opinion «would be for the better» (*ibidem*, 188). This assessment is even mixed with impatience:

Why don't more historians of economics attempt to publish in standard history or history of science journals, or use less mathematics in order to reach a more literary-

* Address for correspondence: rdsf@unistra.fr

orientated audience? Are historians of economics like the prodigal son, self-indulgent but still yearning for the approval of their authoritative fathers?

(Schabas 1992, 196)

Also:

The interests of historians of economics and historians of science (and technology) may well be converging. Once historians of economics learn to embrace their historical sensibilities and leave the task of modelling to the economists, they will also be content to discard the extra, sometimes ill-fitting, hat of the philosopher.

(*Ibidem*, 200)

Thus, when using the expression «history of economics as history of science», I am thinking of *science*, whereas Margaret Schabas puts the emphasis on *history*. Each one of us has in mind a different strategic positioning in the academia, but also a different idea of what doing history of economics means. I will focus on the latter point. There are different legitimate ways of doing history of economics. Here I want just to promote one of them, without excluding other approaches. I will characterize my favourite way by the use of *recurrence* and the use of *analysis*, each one in a sense that will be made precise in sections 2 and 3, respectively. Both involve, under different forms, the interface between history of economics and economic theory. I will conclude in section 4 by questioning the nature of the actors and audiences of such recurrent and analytic history of economics.

2. HISTORIC ECONOMICS

As an object of the history of science, economics would rather be *historic*, not only, to quote the *Merriam-Webster*, in the obvious sense of «known or established in the past», but also in the sense of ‘having great and lasting importance’. But how do we know that some piece of past economic analysis has *lasting* importance? We must clearly refer to its legacy or rather evaluate it in the light of the present.

In an often quoted passage of his «Introduction» to the *Grundrisse*, Marx wrote that «the difficulty lies not in understanding that the Greek arts and epic are bound up with certain forms of social development. The difficulty is that they still afford us artistic pleasure and that in a certain respect they count as a norm and as an unattainable model» (Marx 1973 [1857], 111). Of course, art and science should not be amalgamated. Yet we find in the history of science the same duality of objectives: on one hand to understand how the works of the past were bound up with certain intellectual, institutional and technological conditions, on the other hand to understand how they became historic through their links with subsequent strata of scientific production.

The latter objective has been emphasized by Bachelard (1951, 1972) as the need for a *recurrent history*, in the sense of the necessity that «the history of the sciences be frequently redone, be often reconsidered», of «the obligation to enlighten the historicity of the sciences by the modernity of science» (Bachelard 1972, 144). As Chamizo has recently put it, in a plea for recurrent historic teaching of modern chemistry:

The aim of recurrent history is not to find our concepts already formed at some point in the past, but to reveal the way by which our concepts emerged from other concepts by a sequence of corrections or 'rectifications'. When a new concept 'appears' it introduces a reorganization of the field of study and an evaluation of the cognitive value of previously acquired knowledge.

(Chamizo 2007, 206)

This approach differs crucially from the radically anti-retrospective position defended by Margaret Schabas (2002), reacting to critiques of her «Breaking Away» (Schabas 1992) that «suggest that history serve current analysis»:

This I think it can never do satisfactorily, as it would result in half-baked attempts to render Ricardo into the calculus. What purpose does this serve other than an intellectual exercise? One might as well play a game of chess. To understand Ricardo is to put him in a historical context, to link his ideas to the intellectual milieu in which he lived. The more the past economic ideas are treated in their own right, rather than as precursors to present theory, the better.

(Schabas 2002, 220)

A contextualized history of economics is of course in itself a legitimate approach, and sometimes an indispensable step for our understanding of 'historic economics'. To give but two examples, it does not make sense to examine the building up of modern mathematical economics in the second third of the last century without taking into account the *intellectual* context of the *Wiener Kreis* and, two decades later, of Bourbakism, as well as the *institutional* context provided by the Cowles Commission (see Weintraub 1985, 2002). If the intellectual context – of the formalist school of mathematics in this example – is ignored, the *text* itself can be easily misinterpreted, as it often happened to the well-known statement in the preface of Debreu's *Theory of Value* that «the theory, in the strict sense, is logically entirely disconnected from its interpretations» (Debreu 1959, viii). The second example is given by the quick diffusion of the calibration-simulation methodology introduced by the Real Business Cycles literature or, more generally, by the recent explosive development of empirical work in almost all fields of economics, two phenomena which are intimately linked to the microcomputer *technological* revolution of the three last decades.

Contextualization can however be quite disappointing. Take for instance the case of Cournot's *Recherches*. All the information we can

gather about the signs of Ricardian influence later denounced by Walras, about the author's mathematical training at the Ecole Normale Supérieure, about the meagre impact of the book upon contemporary economists (Ekelund and Hébert 1990), seems negligible if compared with the knowledge acquired by just carefully reading the text itself and then undertaking an evaluation of its legacy. Only the recurrent approach can make the content of *Recherches* into *historic economics*. Recurrent history invites us to see in Cournot not just one among 35 proto-neoclassicals (Ekelund and Hébert 2002) but the real founder of neoclassical economics, except as concerns the subjective foundations of individual demand – an all-important item in the late nineteenth century economics, but certainly less so from the point of view of modern economic theory (Dos Santos Ferreira 2010). This approach brings further into light the role of Cournot's partial equilibrium analysis of oligopolistic competition as a source of modern game-theoretic industrial organization, but also his contribution to the emergence of Walrasian general equilibrium theory (Dos Santos Ferreira and Ege 2013).

Of course, the plea for a recurrent history cannot ignore the danger, already emphasized by Bachelard (1972), of a crude handling of recurrence, tending to rationalise past scientific developments and to attribute to them a premature sense. A good example of such occurrence in our field is provided by the way Aristotle's analysis of exchange between two producers, developed in the *Nichomachean Ethics*, has been interpreted as a tentative «labour-cost theory of price» (Schumpeter 1954, 61, fn.) – an interpretation which can hardly fit in the context of ancient Greek representations, with no place for abstract labour. In fact, even «the expression 'division of labour' should not be applied to the ancient world except with certain reservations. It is psychologically anachronistic in that it implies that a trade is conceived in relation to 'production' in general» (Vernant 1983 [1955], 258). More generally, in the entry 'Aristotle' of the *New Palgrave*, Finley expresses his discomfort with the retrospective reading of the Aristotelian work, pretending to detect in it pieces of economic analysis:

[...] On a straight reading of Aristotle's words, the conclusion seems clear to me that he never pretended to examine the price mechanism or any other aspect of market exchange as it was practised. He was offering a normative ethical analysis: much that went on in practice was unethical on his definition and therefore outside his discourse. In sum, there is no economic analysis in Aristotle, not even in intention; judgements of his performance on that score or attempts to interpret his words so as to rescue them as economic analysis are doomed from the outset.

(Finley 1987, 113)

Finley is certainly right in considering that there is no analysis of the price mechanism or any other aspect of *market* exchange in Aristotle's

writings. But the scope he attributes to economic analysis is much too narrow: it does not seem to cover bilateral (as opposed to market) exchange, the kind of exchange which figures explicitly in the *Nichomachean Ethics* as part of Aristotle's discussion of justice. Aristotle's argument has accordingly been considered by some historians of economics in the light of the Neoclassical *positive* analysis of isolated exchange which was developed in mathematical terms by Jevons or Edgeworth (Soudek 1952, Lowry 1969, Jaffé 1974).

More significantly, I believe, Aristotle's discussion of equity in exchange, with equity defined in terms of the mathematical concept of proportion, can be easily brought together with the axiomatic treatment of the bargaining problem by cooperative game theory. To be explicit, if we look at Aristotle's analysis through the glasses of *normative* bargaining theory, we realise that Aristotle's solution, such that the gain of each producer is proportional to his partner's want, reproduces Kalai-Smorodinsky solution and reconciles the two principles of distributive and corrective justice associated by Aristotle with the geometric and the arithmetic proportions – solving an old puzzle about the status of reciprocity with respect to Aristotle's dual characterization of justice (Dos Santos Ferreira 2002). This is a good example of the recurrent re-interpretation and re-evaluation of historic economics, according to successive developments of live economic science.

3. ANALYSIS

Analysis occurs in our story at three different levels. Past economic *analysis* forms the object of our historical inquiry. It is contained in texts constituting the material to be in turn *analysed*, in order to interpret and evaluate their economic theoretic content. This task may be achieved by appealing to instruments of live economic *analysis*. If we take first the last point, «rendering Ricardo into the calculus», to use Margaret Schabas' words, is admittedly not a necessary step for recurrent history. But rendering Marx into the linear algebra, for instance, may help a lot. The duality of commodity in its natural and value forms, and the corresponding duality of concrete and abstract labour, which appear at first inspection as a simple dialectical «coquetry» – to use Marx's own word in the postface to the 2nd edition of *Das Kapital* – may then be seen as properties of an elaborate conceptual framework, roughly corresponding to (or at least related with) the duality of the commodity and price spaces in linear production models (Bródy 1970, 61-67; Dos Santos Ferreira 1990). Also, rendering Quesnay into the matrix formalism (Phillips 1955, Samuelson 1982) is more than a simple curiosity. The graphic formalism of the *Tableau Economique* is indeed

isomorphic with the Leontief matrix formalism: the diagonal and horizontal lines (with the associated data) exactly correspond to the current and capital accounting entries of Leontief matrices *A* and *B* (Dos Santos Ferreira and Ege 2000).

Whether we resort or not to concepts and instruments of modern economic theory, thoroughly analysing the relevant texts of some economist of the past – both in their detail and in their overall organization – seems an indispensable task, which cannot be circumvented by putting all the emphasis in that economist's system or 'vision' (Schumpeter 1954, 41). This is by no means a simple task. In order to accomplish it, a convenient (or maybe necessary) working hypothesis is the consistency assumption, which plays a role similar to the one of the rationality postulate in Neoclassical economics. We all know that flesh and bone individuals are not optimising machines, yet we may reproduce observed patterns of economic behaviour by assuming that economic agents act rationally. Similarly, we all know that everybody thinks and writes inconsistently sometimes, but we are doomed to serious misinterpretations by readily taking the apparent obscurity of some text as the symptom of inconsistent reasoning by its author.

The analysis of Keynes' writings offers one of the best examples of that danger. It is common to admit that the *General Theory* is «a badly written book», based on «a model [which] was not logically watertight» (Leijonhufvud 1968, 10). If this is true, the historian is in no better position than the author himself. Indeed,

[w]hen a model contains logical errors, later interpreters are given considerable freedom in deciding where "repairs" should be undertaken. It is in the nature of all major theoretical innovations that the visions of the innovator and his audience are at variance. A flawed model is therefore likely to be "corrected" so as to correspond to the interpreter's view of the world rather than the originator's.

(Leijonhufvud 1968, 10-11)

But this kind of freedom cannot be taken as good news, because it is difficult to take seriously a research agenda where anything goes. I would instead eagerly try to satisfy the constraint imposed by textual consistency, even if this constraint is not as tight as I would like it to be. We are thus left with Gerrard's position about the interpretation of Keynes: «Interpretation is a creative act. The text constrains, but can never uniquely determine, the derived meaning. Readers reading the text in different contexts may derive different meanings» (Gerrard 1995, 445). Now, this is true, and is in fact implied by the very idea of recurrence, but readers reading the text in the *same* historical context should arrive at essentially the same view of what Keynes' *text* means (which should not be mistaken for 'what Keynes really meant'). This they can do

through a pedestrian *analysis* rather than through some aerial *interpretation* of the text.

4. BY WHOM AND FOR WHOM?

The recurrent and analytic approach to history of economics I am defending – which, once again, is by no means exclusive – can hardly be practised by historians who are not familiar with modern economic analysis. By this statement, I do not mean a mere general acquaintance with economics in its present state, nor a simple economic training, however serious. I mean a reasonable degree of intimacy with the field that is relevant for the texts to be analysed, and preferably some research experience in the scientific production of that field. Such familiarity is indispensable in particular to detect significant contributions that have been neglected, or even ignored, by contemporaries and successors of their authors.

Take for instance the case of Maurice Potron, whose work has been recently ‘discovered’ by Gilbert Abraham-Frois and Emeric Lendjel (Abraham-Frois and Lendjel 2004, 2006; Bidard *et alii* 2006, 2009; Bidard and Erreygers 2010). In the three years preceding the ww1, Potron built a complete Leontief-Sraffa model, showed the duality of the corresponding price and quantity problems, proved existence of a solution by applying the Perron-Frobenius theorem, which he extended from positive to non-negative matrices, and formulated the equivalent Hawkins-Simon condition for existence. Part of this contribution, in particular the introduction of the Perron-Frobenius theorem in economic analysis, had to wait until the end of the wwII to become effective, without any reference to his work. The point I want to stress with this example is that a detailed knowledge of the literature on linear production models of the 1950s and 1960s is necessary to identify all the analytic anticipations of Potron and to attempt a fair evaluation of his contribution.

I would also like to emphasize that this case is outside the alternative mentioned by Margaret Schabas in her critique of a retrospective history of economics: «The more the past economic ideas are treated in their own right, rather than as precursors to present theory, the better» (Schabas 2002, 220). Indeed, in order to treat the economic contribution of Maurice Potron in its own right, we must in fact situate it in the vicinity of its fellow contributions of the second half of the last century, of which it can hardly be called a ‘precursor’ (not even in the sense that the *Tableau Economique* is a precursor of the input-output table).

It is easy to find other examples of the same type. For instance, in what sense can we see in the spatial model of Launhardt (1885) a pre-

cursor of the Hotelling (1929) model? The latter is indeed nothing but a special case of its more general predecessor of four decades, at least as far as the pricing game is concerned (Dos Santos Ferreira 1998). Moreover, this example illustrates the fact that approaching historic economics with our feet firmly grounded on live economic analysis offers not only a better chance of getting a fair historical assessment of some past contribution, but also a real opportunity for history to serve present analysis, contrary to Margaret Schabas' conviction that it can never do so satisfactorily. Indeed, my 'antiquarian' interest for Launhardt made me discover that by introducing good-specific transportation costs in the spatial duopoly – a possibility that Hotelling and his followers have kept unexplored – we may elegantly and efficiently consider both types of vertical and horizontal differentiation within the *same* simple model (Dos Santos Ferreira and Thisse 1996). This device has since begun to appear in the economic literature for strict theoretical purposes.

We have thus come to the last important point concerning the interface between history of economic analysis and economic theory: for whom do we want to analyse historic economics? Although I think that we have very good reasons to interact with historians and sociologists of science, I disagree with the idea «that we historians of economics would actually garner more respect from the economics profession if we distanced ourselves from mainstream economists and acquired a more independent voice» (Schabas 2002, 219). The opposite conjecture is, I think, more probably true.

It is clear that we have been losing audiences in the economics profession during the last two decades. We find less and less courses of history of economic thought in undergraduate teaching programmes, we find less and less papers on history of economics in generalist journals and generalist conferences, we find less and less acceptance from referees for historical developments in our economic theoretical papers, and we find less and less economic theorists who, like Samuelson, Stigler, Shubik or Schumpeter himself in the past, are interested in history of economic analysis or actually doing research in the field. This tendency, which has considerably accelerated in the two last decades, is part of a more general phenomenon touching 'culture' in general, at least as we used to view it. There is however a more specific factor of this regression that we should consider in addition. Economic analysis, empirical as well as theoretical, has become more and more technical, creating a need for more and more specialisation, and becoming more and more inaccessible to pure historians of economic thought. This creates an incentive for them to resist to any recurrence temptation. The consequence is that the output of historians of economics appears more and

more divorced from mainstream economists' concerns, except when the latter have a genuine interest for 'culture', adopting towards the history of their own discipline an attitude analogous to that which a scientist of any other field or indeed any honest man with the same cultural interest would adopt.

Plainly accepting this fact, using «less mathematics in order to reach a more literary-orientated audience» (*ibidem*, 196), may be a realistic response to the loss of audience that we have been experiencing. Such response is however not the only reasonable one. After all, history of economics is not alone, among the main fields in economics, to experience a comparable loss of audience. If we replace 'history of economics' by 'general equilibrium theory', all my preceding statements about the decline of our status in the discipline remain essentially true, in spite of the overwhelming success of the Dynamic Stochastic *General Equilibrium* (DSGE) model in theoretical and empirical macroeconomics. And, taking into account the increasing difficulty in publishing – even in finding – pure theoretical papers in the leading journals, I sometimes fear that 'theoretical economics' in general is ripe to follow the same track. So, historians of economics may well be in good company after all. To persist in exploring the interface between their research and the frontier of economic theory appears in this light as a sensible attitude.

REFERENCES

- Abraham-Frois G. and Lendjel E. (eds) 2004, *Les œuvres économiques de l'Abbé Potron*, Paris, L'Harmattan.
- 2006, «Father Potron's Early Contributions to Input–Output Analysis», *Economic Systems Research*, 18, 4, 357–372.
- BACHELARD G. 1951, *L'activité rationaliste de la physique contemporaine*, Paris, PUF.
- 1972 [1951], «L'actualité de l'histoire des sciences», in IDEM, *L'engagement rationaliste*, Paris, PUF, 137–152.
- BIDARD CHR., ERREYERS G. and PARYS W. 2006, «Review of Abraham-Frois G., Lendjel E. (eds) (2004)», *The European Journal of the History of Economic Thought*, 13, 1, 163–167.
- 2009, «'Our daily bread': Maurice Potron, from Catholicism to mathematical economics», *The European Journal of the History of Economic Thought*, 16, 1, 123–154.
- Bidard Chr. and Erreygers G. (eds) 2010, *The Mathematical Analysis of Linear Economic Systems: Father Maurice Potron's Pioneering Works*, London, Routledge.
- BRÓDY A. 1970, *Proportions, Prices and Planning: A Mathematical Restatement of the Labor Theory of Value*, Amsterdam, North-Holland.
- CHAMIZO J. A. 2007, «Teaching Modern Chemistry through 'Recurrent Historical Teaching Models'», *Science and Education*, 16, 197–216.
- DEBREU G. 1959, *Theory of Value*, Monograph 17 of the Cowles Foundation, New York, Wiley & Sons.
- DOS SANTOS FERREIRA R. 1990, «De Petty à Sraffa, ou le triomphe de l'Arithmétique Politique», in R. Arena and J.-L. Ravix (eds), *Sraffa trente ans après*, Paris, PUF, 77–97.

- DOS SANTOS FERREIRA R. 1998, «Launhardt and Hotelling», *Recherches Économiques de Louvain*, 64, 97-109.
- 2002, «Aristotle's Analysis of Bilateral Exchange: An Early Formal Approach to the Bargaining Problem», *The European Journal of the History of Economic Thought*, 9, 4, 568-590.
- 2010, «Filiation Cournot-Walras», in R. Baranzini, A. Legris and L. Ragni (eds), *Léon Walras et l'équilibre économique général: Recherches récentes*, Paris, Economica, 65-78.
- DOS SANTOS FERREIRA R. and EGE R. 2000, «The Net Product in the *Formule du Tableau Economique*: Lessons From a Formalism», paper presented at the *Fourth Annual Meeting of the European Society for the History of Economic Thought*, Graz.
- 2013, «General equilibrium as competitive equilibrium: The significance of Walras' achievement from a Cournotian viewpoint», *European Journal of the History of Economic Thought*, 20, 4, forthcoming.
- DOS SANTOS FERREIRA R. and THISSE J.-F. 1996, «Horizontal and Vertical Differentiation: The Launhardt Model», *International Journal of Industrial Organization*, 14, 485-506.
- EKELUND JR. R. B. and HÉBERT R. F. 1990, «Cournot and His Contemporaries: Is an Obituary the Only Bad Review?», *Southern Economic Journal*, 57, 139-149.
- 2002, «The Origins of Neoclassical Microeconomics», *Journal of Economic Perspectives*, 16, 3, 197-215.
- FINLEY M. I. 1987, «Aristotle», in J. Eatwell, M. Milgate and P. Newman (eds), *The New Palgrave, A Dictionary of Economics*, London, Macmillan, 1, 112-113.
- GERRARD B. 1995, «Keynes, the Keynesians and the Classics: A Suggested Interpretation», *Economic Journal*, 105, 429, 445-458.
- HOTELLING H. 1929, «Stability in Competition», *Economic Journal*, 39, 153, 41-57.
- JAFFÉ W. 1974, «Edgeworth's Contract Curve: Part 2. Two Figures in its Protohistory: Aristotle and Gossen», *History of Political Economy*, 6, 3, 381-404.
- LAUNHARDT W. 1885, *Mathematische Begründung der Volkswirtschaftslehre*, Leipzig, Teubner.
- LEIJONHUFVUD A. 1968, *On Keynesian Economics and the Economics of Keynes*, New York, Oxford University Press.
- LOWRY S. T. 1969, «Aristotle's Mathematical Analysis of Exchange», *History of Political Economy*, 1, 1, 44-66.
- MARX K. 1973 [1857], *Grundrisse, Foundations of the Critique of Political Economy (Rough Draft)*, transl. with a foreword by M. Nicolaus, Harmondsworth, Penguin Books.
- PHILLIPS A. 1955, «The Tableau Économique as a Simple Leontief Model», *Quarterly Journal of Economics*, 69, 1, 137-144.
- SAMUELSON P. A. 1982, «Quesnay's 'Tableau Economique' as a Theorist would Formulate it Today», in I. Bradley and M. Howard (eds.), *Classical and Marxian Political Economy, Essays in Honour of Ronald L. Meek*, London, Macmillan, 45-78.
- SCHABAS M. 1992, «Breaking Away: History of Economics as History of Science», *History of Political Economy*, 24, 1, 187-203.
- 2002, «Coming Together: History of Economics as History of Science», in E. R. Weintraub (ed.), *The Future of the History of Economics*, Durham (NC), Duke University Press, 208-225.
- SCHUMPETER J. A. 1954, *History of Economic Analysis*, London, Allen & Unwin.
- SOUDEK J. 1952, «Aristotle's Theory of Exchange: An Inquiry into the Origin of Economic Analysis», *Proceedings of the American Philosophical Society*, 96, 45-75.
- VERNANT J.-P. 1955, «Travail et nature dans la Grèce ancienne», *Journal de Psychologie*, 1-29; English transl. in IDEM, *Myth and Thought Among the Greeks*, London, Routledge & Kegan Paul, 1983, ch. 10, 248-270.

WEINTRAUB E. R. 1985, *General Equilibrium Analysis: Studies in Appraisal*, Cambridge, Cambridge University Press.

— 2002, *How Economics Became a Mathematical Science*, Durham (NC), Duke University Press.

HISTORY OF ECONOMIC THOUGHT AS TEXT ANALYSIS. SOME METHODOLOGICAL CONSIDERATIONS

RAGIP EGE*

University of Strasbourg

BETA

This paper develops a reflection on two concepts, namely ‘theory’ and ‘history of economic thought’. It is first claimed that the concepts, i.e., the elements of a theory, have no intrinsic significance; they are only *mediate* realities. Further, since a consistent text analysis approach implies the study of the articulation of the specific concepts used by an author, any consideration regarding the context is secondary. The major matter of interest in understanding a text is the text itself. The author’s intellectual stance eventually concurs with Feyerabend’s claim: any mean is valid in order to deal with the problematics at stake.

1. INTRODUCTION

THE organizers of the Workshop asked me to present in this round-table a reflection on the relation between the two concepts of the Workshop title: *History of economic thought-Economic theory*. They also expressly invited me to carry out this reflection through my own research and teaching experience. Consequently my intervention will take the form of a retrospective ‘variation’ on these two concepts. To put it differently, I will try to present the mode in which I felt and lived the possible articulation of these concepts.

First of all, I will clarify the title of my intervention. In the expression «history of economic thought» the term which matters for me is ‘thought’. Thought can take very different shapes. Here, in the present study, I understand the term ‘thought’ in the sense of ‘theory’, i.e., in the sense that thought takes shape and is built into and through theory. ‘Theory’ is a coherent discourse built in a written text, on the basis and in the frame of a problematics. Therefore the work of elaborating a theory in a text by the author (the process by which an author elaborates a theory in a text) is the fundamental object of the studies in the field of history of economic thought. To put it differently, I understand thought as a theorized discourse. That is the reason why the first section is devoted to precisions on the content I confer to the term ‘theory’.

* Address for correspondence: ege@unistra.fr

Concerning the subtitle of my intervention I would expressly underline that I have never been convinced by the utility of general considerations on methodology as such. On this matter I am a disciple of Feyerabend (2002 [1975]), not as a naïve and brutal enemy of the method in general but as a scholar who experienced the fact that the appropriate method of a research emerges through its problematics; in other words it is the problematics, which gives birth to its method and not the other way around. Consequently my understanding of Feyerabend's «anything goes» can be expressed as follows: to turn anything to good account in order to advance the problematics previously constructed (built). In this sense the concept of 'anarchy' used by Feyerabend does not mean for me a political revolutionary attitude but a capacity of distancing oneself from *ex ante* methodological options. The Proudhonian concept of «an-archie» is more appropriate here, which could signify the researcher's refusal to abide by the constraints and prohibitions of a transcendental law or rule which could prevent him from formulating and deepening his own question even if the latter does not match anymore the prerequisites of current methods. It seems to me highly significant that Marx refused to publish his *Einleitung zur Kritik der politischen Ökonomie* that contains the *unique* text he devoted directly to general methodological issues, «Die Methode der politischen Ökonomie» (1857). He justified this decision in the «Preface» of his 1859 *Zur Kritik der Politischen Ökonomie* saying:

A general introduction, which I had drafted, is omitted, since on further consideration it seems to me confusing to anticipate [*Vorwegnahme*] results which still have to be substantiated [proved, *beweisender Resultate*], and the reader who really wishes to follow me will have to decide to advance from the particular to the general.

(Marx 1971 [1859], 7)

Therefore the term 'methodological' in my title is to be understood not in the sense of some formulae for a research program but in the sense of a general conceptual inquiry on two major concepts of the workshop. In the second section I will focus on the concept of theory. In the third section I will try to illustrate the thesis of the second section through some examples. And the last section will be devoted to the second term, history of economic thought.

2. ON 'THEORY'

I understand the concept of theory in reference to Saussure's definition of language as a 'system':

In language there are only differences. Even more important: a difference generally implies positive terms between which the difference is set up; but in language there

are only differences *without positive terms*. Whether we take the signified or the signifier, language has neither ideas nor sounds that existed before the linguistic system, but only conceptual and phonic differences that have issued from the system (...). Proof of this is that the value of a term may be modified without either its meaning or its sound being affected, solely because a neighboring term has been modified.

(Saussure 1966 [1916], 120; cf. also Mounin 1968, 59-66)

In language, which is, doubtless, the most perfect human structure or system, the elements acquire their signification exclusively through their relationship to each other and to the whole. No element has an intrinsic, exclusive or positive signification. The structural approach of language concentrates its attention on the relations between terms and not on the terms in and for themselves. I think that theory must be understood as a structure in the sense of language. The elements of a theory, *i.e.*, the concepts, don't bear intrinsically their specific meaning; they must not be considered as realities carrying out some intrinsic and immediate content or information. Their signification or value is conferred to them through their relationship to other elements, other concepts of the theory. As such the concepts are essentially *mediate* realities. According to Saussure the game of chess is a particularly eloquent example, which illustrates his concept of system: «A state of the set of chessmen corresponds closely to a state of language. The respective value of the pieces depends on their position on the chessboard just as each linguistic term derives its value from its opposition to all the other terms» (*ibidem*, 88).

The structural approach which focuses attention on the relations between terms (and not on the intrinsic value of terms themselves) is also adopted by Lévi-Strauss, the founder of structural anthropology, who, on this matter, expressly referred to Saussure and to Jakobson (Lévi-Strauss 2009 [1980], 33). The thesis according to which the intrinsic content of a term is unable to explain its positional value into the system or the theory is strikingly illustrated by the solution Lévi-Strauss proposed, thanks to the application of the structural approach, to one of the crucial problems of anthropology: the institution of the so-called «avunculate» (cf. Idem 1945, 1979). The problem concerns the significance of the presence of the uncle on the mother's side in certain systems of kinship. For which reasons is the education of children assumed, in these systems, both by the biological father and by the maternal uncle? The approach, which aims to fathom the intrinsic significance or value of the isolate element of the maternal uncle, insistently defended, for a longtime, the hypothesis of a survival of a matrilineal (even of a purely mythical matriarchal) regime. Actually anthropologists observed the presence of such an institution in patrilineal cultures also. The solution required a structural approach of the

problem, i.e., the analysis of the significance of this element through the relations, which link it up to other terms of the structure that is the human family. As a structure or as a system the human family is the space of a specific exchange between two families among which the one gives a woman and the other one a man. From the point of view of the human family as a totality, this third element which is the maternal uncle regarding the wife and the husband, must not be any more considered as an external or epiphenomenal reality. On the contrary the place of such a third element (whether it is the father on the man's side, or the uncle on the mother's side, or the priest, or the imam, or the major, it doesn't matter) is immediately given in the structure of the elementary human kinship insofar as this element testifies to the fact that in human reality the union between a male and a female is not a natural or biological fact but a contractual act. In other words the 'identity' or the intrinsic value of the mentioned element cannot explain its proper significance in the structure of family. This significance is revealed through the relations of the terms, which compose the structure considered. The «fundamental principle» of the structural approach implies, says Lévi-Strauss, that «the constitutive elements don't have any intrinsic significance. That is true regarding language, that is also true regarding other social phenomena [*faits sociaux*]» (Lévi-Strauss 1990, 158).

The fact that in human reality the creation of a new family implies necessarily «the preliminary existence of two other families, the one accepting to provide a man [*prête à fournir un homme*] and the other a woman» (Idem 1979, 119) signifies also that regarding a structure or a system the 'whole' (here 'society') is logically prior to the parts ('families'). This Aristotelian principle («Thus also the city-state is prior in nature to the household and to each of us individually. For the whole must necessarily be prior to the part»: *Politics*, I, 1253a) adopted unconditionally by Hegel who reproduces in his *Principles of Philosophy of Right* (1970 [1821], § 270, Add.) this Aristotle's quotation, sheds also light on the question of theory. Elements or terms of a theory acquire their significance through their position in the whole, i.e., essentially as 'mediated' realities. The great importance Hegelian philosophy conferred to the concept of mediation (*Vermittelung*) drew my attention particularly in relation with the question of theory. Hegel insisted on distinguishing carefully between two classical speculative concepts: *Verstand* (Understanding) and *Vernunft* (Reason). The understanding tries to know elements in themselves, in their specificity, uniqueness, and singularity and operates on the opposition between true and false. On the contrary, from the point of view of Reason «it must be maintained that truth [*die Wahrheit*] is not a minted coin that can be given and

pocketed ready-made. Nor is there such a thing as the false, anymore than there is something evil [*Böses*]] (Hegel 1977 [1807], 22). When we pay attention to the relations between elements, the opposition 'essential/ unessential' loses its relevance. All the terms of a whole hold together according to a specific logic of necessity. From this point of view the status the term of «civil society» («bürgerliche Gesellschaft») acquired in Hegelian political and philosophical system is highly instructive. While «civil society» is simply equivalent to the division of labor in the text of Ferguson (1767), Hegel integrates this modern social space in his system as the second moment of the dialectical process, the moment of «for itself» («für sich»). As such «civil society» ceases to be understood and analyzed as an isolated and *sui generis* phenomenon and becomes the term of a specific modern social whole. In other words, in the Hegelian system the term «civil society» is inseparable from a specific form of State and specific institutions. The attention to the mediation, i.e., to the structural nature of reality allowed Hegel to highlight the complementarity between the new form of the State – which emancipates individuals from personal dependence relations – and civil society, where individuals can behave and act as subjectivities motivated by their personal interests and preferences. As we know neither Scottish Enlightenment thinkers nor Kant took into account this fundamental Hegelian distinction between civil society and State (Ege 2009).

But what I have said above should not lead to the conclusion that the aim of the theory should be to access an imaginary 'total knowledge', the knowledge of an imaginary totality. Theoretical knowledge of the totality is a non-sense. Saying that 'theory is a whole where the parties acquire their signification through their relations' doesn't mean anymore that science should have as ultimate end to reach the intelligence of reality in its totality. Theory concerns necessarily a *fragment* of reality since there is no theory without hypotheses. By definition to formulate a hypothesis, involved by the problematics of the study, amounts to delimiting, to circumscribing a territory into which the statements of the theory are supposed to be valid. In other terms hypotheses circumscribe the field of validity of the theory, which is built on them. A scientific concept is necessarily a theoretical *not a descriptive* element in the sense that its content is determined not through a direct and immediate relation with reality but through the specific relations which articulate the elements which compose the field delimited by the hypothesis. A theoretical knowledge is by definition necessarily a partial knowledge.

It is time now to illustrate my considerations with some significant examples stemming from economic analysis.

3. SOME EXAMPLES

Let us first examine the concept of ἔργον (*ergon*) in *The Nichomachean Ethics*. When he analyses the phenomenon of exchange, Aristotle makes use of this term, which is often translated by ‘work’ or by ‘labor’. For example the immediate translation proposed for the well-known passage concerning the exchange between a builder and a shoemaker is: «It is required that the builder shall receive from the shoemaker a portion of the product of his labour and give him a portion of the product of his own» (Aristotle 1962, 122-1133a). And on the basis of such a comprehension of the term ἔργον, several commentators believed they found in Aristotle a theory of «labor value». But if we are attentive to the Aristotelian theory of value as a whole, we notice that the significance of the concept of ἔργον cannot be grasped without taking into account all the other terms, which surround it: «need», *praxis*, *poiésis*, «community», the dominant position of the user regarding the producer, the contempt expressed towards labor and the laborer, the concept of movement (*kinesis*), etc. Such an analysis which focuses on the relations between terms and not on the immediate and intrinsic significance of the terms led attentive commentators such as René Antoine Gauthier, Jean Yves Jolif or Jean-Pierre Vernant to propose a very different translation for this term: «task» or «work» in the sense of *œuvre* (Ege 2004b). In the final analysis from the point of view of Aristotle the value of a good is appreciated and defined by the user (Ege 2004a, Dos Santos Ferreira and Ege 2012b).

Second, the Marxian concept of «abstract» or «simple» labor was the object of violent criticism for instance by Böhm-Bawerk (1896). As the whole theory of surplus value is partially founded on this concept, one declared that this theory was devoid of any foundation. Such an interpretation also forgets that ‘abstract labor’ is, first of all, the term of a whole, i.e., Marx’s theory of value. What is at stake is a ‘concept’ and as all concepts it does not have an immediate equivalent in reality; by definition a concept is not a simple and naïve description or image of an element of reality. It is obvious that in the world of labor one cannot observe directly, as a quantifiable variable, an object as ‘abstract labor’. In reality we have to deal necessarily with the forms of different ‘complex’ labor. The *idea* of ‘abstract labor’ is to be connected with Marx’s observations concerning the concept of ‘labor force’. From the period of *Die deutsche Ideologie* (1846) onwards Marx undertakes a deep historical interrogation on the evolution of the modes of production through European history. He observes that progressively the relation between employer and employee ceases to obey a logic of personal dependence. And the capitalist mode of production takes root when the

worker meets the employer as a legally free individual, as a free partner of a contract who offers a particular merchandise: his labor force. Therefore the new mode of production ceases to exploit the worker in his social identity, with regard to his social position, to his social status, which is necessarily integrated in a set of relations of domination and submission; now the object of exploitation is the capacity or the aptitude of the worker to work, to create, to produce. To put it differently, in the new mode of production the «labor force» becomes an integral exchangeable good. Such a process of transforming the labor force into an ordinary merchandise supposes necessarily and logically the advent of a new social structure where the individual (the worker) is recognized as a subject legally free and autonomous. This process through which the labor force becomes the specific object of a contract makes time emerge as the fundamental dimension of the new system in the sense that time becomes the unique object of the economic calculus. The condition of the surplus lies from now on in the capacity of the employer to exploit effectively and rationally the time during which the labor force is available to him. Marx forged the concept of «abstract labor» in order to formalize this specific relation of the new system with time (Marx 1962 [1867], vol. 1, zweiter Abschnitt, 3). The other concepts of *Das Kapital* are also forged in relation with this problematics of time. Marx's objective is not to describe the system but to penetrate its logic, its «rationale». And we cannot penetrate the logic of a reality but through a theory. The following observation of Lévi-Strauss is highly significant:

Marx was the first to use in the social sciences systematically the method of models. *Capital* as a whole (tout le *Capital*), for example, is a model built in the laboratory that his author operates (*que son auteur fait fonctionner*) to confront then the results with the observed facts.

(Lévi-Strauss 1990, 151-152)

This observation of Lévi-Strauss could give an idea on the reasons which led Marx, beyond the political and ideological stakes, to adopt an attitude so violently critical against Proudhon's *Système des contradictions économiques* (1846). What Marx denounces in this book is the lack of an analytical effort in order to construct a theory on the basis of a precise problematics. As we know Proudhon's book begins with a long «Prologue» on the existence of God whose relation with any economic question seems at least obscure and throughout the rest of the text we see that Proudhon's ambition is to construct «the systematic and reasoned knowledge [...] of what it [society] is in all its life» (Proudhon 1923 [1846], tome 1, 73). In other words Proudhon is haunted by the phantasm of «total science» which is, as I underlined above, the exact opposite of the theoretical orientation (Ege 2000).

A third significant example of a concept as the term of a specific whole is the Walrasian concept of «absolute free competition» («la libre concurrence absolue»: Walras 1988 [1874], 11). It is well known that the common and very easy refutation of the Walrasian approach is to exhibit its non-realistic character. One denounces the fact that this form of competition is a non-sense, a pure fiction, a pure imaginary object, which does not correspond to any concrete phenomenon in the real world; and such an argument is frequently considered sufficient to reject the totality of this exceptional and impressive conceptual construction Schumpeter, as we know, has qualified as the «Magna Charta of exact economics» (Schumpeter 1978 [1954], 968). We find again here the same misunderstanding concerning the real nature of a concept. First of all one must recall that Walras himself underlines explicitly that the status of his concept of «absolute free competition» is purely hypothetical, «because it was not important whether we had seen it [*‘que nous l’eussions vue’*]: it was enough, at a pinch [*‘à la rigueur’*], that we had been able to conceive it [*‘que nous l’eussions pu concevoir’*]» (Walras 1988 [1874], 334). In other terms Walras responds straightaway both to the criticisms of his time and to those of the future saying that his concern is to build a theory on the basis of a problematics and not to describe reality. This problematics concerns the conditions of possibility of the determination of the equilibrium prices able to clear all the markets. Obviously such a question does not exist as an object of observation in reality; one must imagine and formulate it; which amounts to saying that such a problematics cannot germinate but in the thought, as an idea. I would distinguish here carefully between the concept of *idéal* (which means in French a reality that appears in the mind, as an idea) and the concept of ‘ideal’ (as a supposed perfect state or situation ardently desired by the subject). Consequently, «absolute free competition» must be understood as a term of a whole acquiring its specific content through its relations with other terms. This form of competition supposes the presence of economic agents as pure price takers because Walras has a very specific conception of the price: it is conceived as the only «natural fact» in human economic existence. As such the price is necessarily conceived as an imperative reality and the agents are invited to accept it passively (Walras 1988 [1874], lesson 3). But the same agents possess the necessary competences to maximize their utility. In this operation of maximizing they become active. And this aptitude is one of the conditions of the *tâtonnement* process insofar as the auctioneer’s or center’s operations of price adjustment will continue until the totality of individual maximization of utility on the basis of the equilibrium prices deletes all the excess demands on all markets. On a logical level the routing towards the equilibrium prices supposes the suspension of the historical time (no transaction out of the

equilibrium). Another term of the edifice is the question of the initial endowments; they are assumed as given (neutrality of the distribution). We observe that we have to cross all of the components of the theoretical edifice to understand the significance of one of them. That is another way to say that «absolute free competition» as a piece of a theory does not describe directly and immediately any reality (on the question of the realism of the Walrasian construction see Bridel 1996, 16, 490).

4. ON 'HISTORY OF ECONOMIC THOUGHT'

The other element of the Workshop is *history of economic thought*. Unfortunately the term 'thought' is frequently understood as doctrines, ideas, observations, etc. Consequently many textbooks in this discipline have the boring character of a nomenclature of ideas (which rightly exasperates students). On the other hand, as I stated above, the theoretical work of an author cannot be reduced to some ideas or general considerations. The thought develops and flourishes in texts and not in general ideas whatever their interest could be. The practice of the history of economic thought is, first and foremost, an activity of reading, *i.e.*, an activity of text analysis. We should be also careful with the term 'history'. We are not historians but we are interested in what our ancestors wrote. This does not mean that we do not believe in the progress of knowledge in our discipline, in the sense of a better understanding of economic phenomena. But we believe that we can think with our ancestors, with the concepts they forged. As respectful readers of texts we try and resist what I call the 'narcissism of the present', *i.e.*, this particular form of narcissism, which persuades us that the mission or the *raison d'être* of the past is to prepare our coming into the world.

On the matter of history of economic thought I am a faithful disciple of my professor of the history of economic thought, Paul Chamley, who used to lay the emphasis, in his lectures, on the following quotation from E. Gilson (*Saint Thomas d'Aquin*, 1925): «Nothing is trustworthy regarding the thought of a philosopher, neither a book nor a historian, nor no matter how careful a translation: nothing except the actual text of this philosopher, read in the language in which he wrote it» (Chamley 1963, 11). Consequently I am radically not a partisan of contextualism. For the text analysis approach what matters is the understanding of the specific relations, which articulate the terms of a theory. If the author made actually the effort to construct a theory from a precise problematics his text must be sufficient to understand his enterprise. Otherwise, if the text needs extra informations to clarify its concepts one must conclude that there is a failure in the effort of theorization of the author. Informations concerning the context in which this text is elaborated

cannot have any importance but in a second time, at a secondary level. The comprehension of the text must precede the investigation of the context. If not, the theory is overlooked among a plethora of contextual informations; and by definition the latter are multiplied indefinitely. With contextualism we are always elsewhere and never in the *Sache selbst*, in the 'thing in itself'. The ground that the contextual approach has gained nowadays in the field of history of economic thought is not a good evolution for the theoretical promotion of our discipline.

These considerations can explain my mistrust towards encompassing categories such as 'tradition', 'paradigm' or 'century'. We should be very careful with formulae such as 'classical tradition', 'neoclassical paradigm', 'the thinkers of the 18th century', etc. Such encompassing categories frequently end up in an attitude which tends to deny the complexity of the realities they refer to. When we compare the texts of Rousseau and those of Quesnay, it is impossible to pretend that they share the same vision, the same conception of the world, the same «comprehension of the good» as Rawls would say, even if they lived in the same epoch and in the same country. These kinds of differences irreducible to the context exist for us, in our world; there is no reason why we permit ourselves to ascribe a factice homogeneity or coherence to the realities of the old world, which were as complex and fragmented as ours.

This particular attention to the text as the privileged space where the theory develops has other important consequences. What matters to us as attentive readers is not what the author was able to utter on such and such subject, but the theory he built into his text. From this point of view we must learn to distance ourselves with regard to the declarations of faith of the studied author himself. In other words, we must resist the temptation to fetishize the speech of the author at the expense of his theoretical texts. The fact, for example, that such an author could have said somewhere that his theory is a dynamic one is in no way a proof of the dynamic character of his theory. It is only the text in which his theory flourishes which can attest of its nature. In other words we must ourselves go to the text and verify the nature of the reasoning. The question could turn out to be much more paradoxical. The author himself is not always the best interpreter or commentator of his theory. That is true in both senses: the author could have an exaggerated positive idea of his work; he can also misjudge the importance of his contribution. The attitude of Augustin Cournot regarding his book of 1838, *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, is an eloquent illustration of the second case. As we know, during around thirty years this undeniably revolutionary book did not meet any outstanding echo in French economists circles until it was discovered by

Walras. Walras, fascinated by the richness of the research program the book harbors, wrote to its author several letters in the 1870s inviting him to assume unreservedly the paternity of the mathematical approach in economics. Cournot declined this invitation (Jaffé 1965, letters 226-327); at this time his interest was concentrated on the history of sciences. The deference that the late Cournot showed to the mathematical approach in economics and his relations with Walras are not easy to decipher. But one cannot deny that if the posterity retained his name even today, Cournot owns this recognition to his 1838 book.

Another misinterpretation by an author of his own theory, but this time in the positive sense, we find it in the work of Walras himself. We saw above that his «absolute free competition» is a very complex concept, which cannot exist but in the idea (*idéel*) as a fiction. More exactly this concept corresponds to a *limit case* of the competition. The *Éléments* are very clear on the fictional character of this concept. But Walras nourished also the temptation to present this form of competition as the *norm* with regard to all other forms of competition. Progressively the concept became an *ideal* (leaving its *idéel* status as a concept), the perfect state of competition and as such the destination of society, the condition of universal peace (Ege 2010, Dos Santos and Ege 2012). Such an interpretation is in total contradiction with the reasoning, which governs the theory. In the same way, when Walras pretends that the general equilibrium theory represents the scientific foundation on which social economics, namely the problem of distribution, must be edified, he forgets that his exchange theory supposes the state of the distribution as given (the question of the neutrality of the distribution) (Huck 2001, Ege 2004c). Obviously an attentive reader of the texts cannot accept such deviations or misinterpretations even if their provenance is the author studied himself. Rigorous reading requires a distance regarding what I call the fetishism of the speech of the author. What matters is the text and not the speech of the author.

A third example of an ambiguous attitude of an author regarding the specific logic of his own theory could be observed in the correspondence of Marx, two years before his death, in 1881, with Vera Zasoulitch, a young Russian populist revolutionary (cf. Rubel 1947). In reply to the question of the latter on the existence or not of a chance for Russia to access socialism avoiding the phase of capitalism, Marx says that the relevance of the analyses of *Capital* are strictly limited to the specific history of Europe and a genuine social reality as Russia can perfectly evolve in the sense of socialism on the basis of its own traditional institutions such as the «rural commune» (Marx 1968 [1881], 1557-1558). Marx is absolutely right to assert that all social structures possess their specific dynamic and mode of evolution, but when he suggests

that a social structure such as Russia, deprived of the specific European institutions which allowed the liberation of the labor force, could reach a form of socialism or communism announced in *Capital*, he disobeys the logic that governs the reasoning of his economic and social theory. The socialist system conceived in *Capital* is necessarily the result of the process of liberation of the labor force, *i.e.*, the emergence of the concept of juridical liberty. Such a process demands logically the instauration of a specific form of State, the democratic State. Marx himself, in his younger texts, enhanced the importance this form of State represents in the historical evolution while criticizing it without concession (Ege 1994). Indeed according to Marx the democratic State will be *overcome* in the socialist or communist form of society; but as the most advanced form of social structure in history it constitutes one of the conditions of possibility of the socialism. In Hegelian terms the socialism or communism conceived by Marx and Engels is necessarily an *Aufhebung* of a democratic State: the historical process will both preserve and suppress this social structure raising it to a higher level. A society such as the one of 19th century Russia was obviously thousand miles away from a democratic State, a society which never experienced the process of the emergence of «civil society». The socialist experience, which could be attempted in such a social structure, would have evidently no affinity or resemblance with what Marx and Engels imagined through their concept of communism. In fact and unfortunately the so-called 'Marxist' revolutions of the 20th century confirmed this point of view and they revealed at the same time the misjudging character of Marx's interpretation of the prerequisites of his own theory (cf. Ege 1991).

5. CONCLUSION

In the light of these considerations the question of the future of the history of economic thought can be formulated as follows: will the young generation make room for its teaching and research activity to the reading, *i.e.*, for text analysis? The future of the history of economic thought does not depend exclusively on the existence or not of the history of economic thought teaching in the training programs of students. It is obviously desirable that history of economic thought courses would be maintained in the programs. But it is much more important that the teachers try and make their students sensitive to the importance of text analysis. Indeed only such an analytical practice, can allow students to experiment the good 'method' in scientific research. One can hope that through this practice students will learn that in scientific research the starting point is not the adoption of *ex ante* methodological principles

but the construction of a precise problematics. All the theoreticians followed this way.

There is one last but extremely important thing to say. This rigorous discipline of reading should definitely not inhibit the students. They should know that when they succeed in setting up a problematics of their own they are authorized to use any available means, in order to develop and deepen it, which amounts to saying: «anything goes».

REFERENCES

- ARISTOTLE 1959, *The Nicomachean Ethics*, transl. by H. Rackham, Cambridge, William Heinemann Ltd. and Harvard University Press.
- BÖHM-BAWERK E. 1896, *Zum Abschluss des Marx'schen Systems*, HTML-Markierung, J. L. Wilm für das «Marxists' Internet Archive».
- BRIDEL P. 1996, *Le chène et l'architecte. Un siècle de comptes rendus bibliographiques des Éléments d'économie politique pure de Léon Walras*, Genève, Droz.
- CHAMLEY P. 1963, *Economie politique et philosophie chez Steuart et Hegel*, Paris, Dalloz.
- COURNOT A. 2001 [1838], *Recherches sur les principes mathématiques de la théorie des richesses*, Paris, Dunod.
- DOS SANTOS FERREIRA R. and EGE R. 2012a, «General equilibrium as competitive equilibrium: The significance of Walras' achievement from a Cournotian viewpoint», *The European Journal of History of Economic Thought*, forthcoming.
- 2012b, «La pensée économique dans l'Antiquité grecque», in A. Khudokormov (ed.), *Handbook of History of economic thought*, Moscow.
- FEYERABEND P. 2002 [1975], *Against Method*, London and New York, Verso.
- FERGUSON A. 1782 [1767], *An Essay on the History of Civil Society*, London, T. Cadell.
- EGE R. 1991, «Faut-il revenir sur le Mode de Production Asiatique», *Economies et Sociétés, Série Œconomia*, 15, 225-241.
- 1994, «Réflexions sur le thème de la 'démocratie totale' chez Marx», in *Économie et symbolique* [collectif], CERIT, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 107-121.
- 2000, «Marx contre Proudhon: pour une attitude analytique en Histoire de la Pensée Économique», in P. Dockès et alii (eds), *Les traditions économiques françaises 1848-1939*, Paris, Éditions du CNRS, 745-756.
- 2004a, «Aristotle and Hegel on labour: a comparative lecture of the place of the economy in the Ancient and Modern societies», contribution to the viiith Annual Conference of the *European Society for the History of Economic Thought*, Venice-Treviso, 26-29 February 2004.
- 2004b, «Aristote et Marx: d'un concept de valeur à un autre», *Economies et Sociétés, Série Histoire de la pensée économique, Cahiers de l'ISMEA*, 35, 8-9, 1409-1430.
- 2004c, «La question de la science chez Léon Walras», *Les Cahiers du CERAS*, May, 177-188.
- 2009, «La place de la société civile dans la philosophie politique de Hegel et la question de l'économie politique», in C. Diebolt and A. Alcouffe (eds), *La pensée économique allemande*, Paris, Economica, 27-46.
- 2010, «Socialisme walrasien et la question de la concurrence absolue», contribution to *Colloque International à l'occasion du centenaire de la mort de Léon Walras*, Lyon, 9-11, September 2010.
- HEGEL G. W. F. 1977 [1807], *Phenomenology of Spirit*, transl. by A. V. Miller, London, Oxford University Press.

- HEGEL G. W. F. 1970 [1821], *Philosophy of Right*, transl. by T. M. Knox, London, Oxford University Press.
- HUCK E. 2001, «La neutralité du tâtonnement au regard de la répartition de la richesse dans la théorie de la production de Léon Walras. Le cas du tâtonnement sans bons des trois premières éditions des *Éléments d'économie politique pure*», *Revue Économique*, 52, 729-738.
- JAFFÉ W. 1965, *Correspondence of Léon Walras and Related Papers*, 3 vols, Amsterdam, North-Holland for Royal Netherlands Academy of Sciences and Letters.
- LÉVI-STRAUSS C. 1945, «L'analyse structurale en linguistique et en anthropologie», in *Anthropologie structurale* 1974, Paris, Librairie Plon, 37-62.
- 1979, «La famille», in R. Bellour and C. Clément (eds), *Claude Lévi-Strauss*, Paris, Gallimard, 93-131.
- 2009 [1980], «Un artisan, pas un maître penseur. Ce que je suis», in *Lévi-Strauss par Lévi-Strauss*, Paris, *Le Nouvel Observateur*, special issue, November-December, 30-36.
- LEVI-STRAUSS C. and ERIBORN D. 1990, *De près et de loin suivi d'un entretien inédit «Deux ans après»*, Paris, Odile Jacob.
- MARX K. 1962 [1867], *Das Kapital Buch 1. Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin, Dietz Verlag (*Marx-Engels Werke*, Bd. 23).
- 1968 [1881], «Réponse de Marx à Véra Zassoulitch», in M. Rubel (ed.), *Oeuvres de Karl Marx. Économie II*, Paris, Gallimard (*Bibliothèque de la Pléiade*), 1557-1573.
- 1971 [1857], «Die Methode der politischen Ökonomie», in *Einleitung zur Kritischen der Politischen Ökonomie*, Berlin, Dietz Verlag (*Marx-Engels Werke*, Bd. 13, 7), 631-639.
- 1971 [1859], *Zur Kritik der Politischen Ökonomie*, Berlin, Dietz Verlag (*Marx-Engels Werke*, Bd. 13, 7).
- MARX K. and ENGELS F. 1969 [1846], *Die deutsche Ideologie, Kritik der neuesten deutschen Philosophie in ihren Repräsentanten Feuerbach, B. Bauer und Stirner und des deutschen Sozialismus in seinen verschiedenen Propheten*, Berlin, Dietz Verlag (*Marx-Engels Werke*, Bd. 3), 5-530.
- MOUNIN G. 1968, *Saussure ou le structuraliste sans le savoir*, Paris, Seghers.
- PROUDHON P.-J. 1923 [1846], *Système des contradictions économiques ou Philosophie de la misère*, 2 vols, Paris, Rivière.
- RUBEL M. 1947, «Karl Marx et le socialisme populiste russe», *La Revue Socialiste*, May 545-556.
- SAUSSURE F. DE 1966 [1916], *Course in General Linguistics*, New York, Toronto and London, McGraw-Hill.
- SCHUMPETER J. A. 1978 [1954], *History of Economic Analysis*, New York, Oxford University Press.
- WALRAS L. 1988 [1874], *Éléments d'économie politique pure*, in *Œuvres économiques complètes d'Auguste et Léon Walras*, 8, Paris, Economica.